



Évaluation des risques et des vulnérabilités pays

CÔTE D'IVOIRE

MAI 2017

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE





AVERTISSEMENT :

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du Gouvernement des États-Unis.

Cover photo: "Cocoa farmer David Kebu Jnr holding the finished product, dried cocoa beans ready for export" by Irene Scott for AusAID, Department of Foreign Affairs and Trade, accessed via Flickr (<https://www.flickr.com/photos/dfataustraliaid/>).
 Reproduced under CC BY 2.0.

Table des matières

Sigles	4
Message du Président de la Commission de la CEDEAO.....	5
Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO	6
Préface	7
Résumé analytique.....	8
Introduction.....	10
Terminologie et définitions conceptuelles	12
Revue de la littérature.....	13
Questions de recherche	15
Description de l'échantillon	16
Analyse des données	16
Portée et limites de l'étude.....	18
Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau national	23
Politique et gouvernance (pilier le plus vulnérable).....	27
Sécurité (deuxième pilier le plus vulnérable)	29
Population et démographie (troisième pilier le plus vulnérable).....	31
Économie et ressources (quatrième pilier le plus vulnérable)	33
État de droit (pilier le moins vulnérable).....	34
Facteurs externes.....	36
Considérations liées au genre	37
Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau infranational : observations par district.....	40
District d'Abidjan	40
District du Bas-Sassandra.....	43
District des Montagnes	45
District de la Vallée du Bandama	47
District du Zanzan	49
Conclusions et recommandations.....	51
Annexe A : Échantillon de données	53
Annexe B : Indice de vulnérabilité	58
Annexe C : Références supplémentaires	60
Annexe D: Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations par pilier de la sécurité humaine	61

Sigles

ACLED	Projet de localisation des événements des conflits armés
AQIM	Al-Qaïda au Maghreb islamique
BAD	Banque africaine de développement
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CPCC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
CPI	Cour pénale internationale
CPIA	Évaluation des politiques et des institutions nationales par la Banque mondiale
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DPA	Direction chargée des affaires politiques de la CEDEAO
DPKRS	Direction du maintien de la paix et de la sécurité régionale de la CEDEAO
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
EIC	Entretien avec les informateurs clés
ERC	Évaluation des risques de conflit
ERVP	Évaluation des risques et des vulnérabilités pays
EWD	Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO
FGD	Groupe de discussion
FMI	Fonds monétaire international
GSDRC	Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social
IncReps	Rapports d'incidents d'ECOWARN
NZAID	Agence néo-zélandaise pour le développement international
ONU	Nations Unies
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
PIB	Produit intérieur brut
PND	Plan national de développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RASALAO	Réseau d'action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest
REWARD	Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SitReps	Rapports de situation d'ECOWARN
SNA	Analyse du réseau des parties prenantes
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
VBG	Violence sur le genre
WANEP	Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix

Message du Président de la Commission de la CEDEAO

Les 15 États membres de la Communauté de la CEDEAO représentent une région prospère dans le monde, avec une population d'environ 366 millions d'habitants et une riche diversité humaine et topographique. De la côte aux sommets du Fouta Djallon, en passant par le Sahara et les mangroves du delta du Niger, la CEDEAO abrite diverses familles, communautés et nations.

Au cours de la dernière décennie, la région a considérablement amélioré le niveau de vie de millions de personnes. Cependant, outre la richesse des ressources naturelles, le capital humain et les grandes opportunités, il faut également faire face à des défis tels que les catastrophes naturelles, les pandémies, les tensions ethno-sectaires et les menaces sécuritaires causées par l'extrémisme et le terrorisme.

Les évolutions et les changements mondiaux tels que les avancées technologiques, la migration humaine et le changement climatique ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité, posant de nouveaux défis pour la planification stratégique et la préparation à l'avenir.

C'est en cela que l'alerte précoce joue un rôle essentiel en aidant la CEDEAO à comprendre les mutations afin de renforcer la prise de décision et apporter une réponse rapide aux niveaux régional et national. Les Evaluations des Risques et de la Vulnérabilité des Pays (ERVP) constituent une ressource importante à cet égard. Ces rapports sont utiles pour renforcer les plans d'action du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO et pour servir de référence pour une compréhension approfondie de la dynamique de la sécurité humaine dans nos États Membres et pour nos partenaires de la région.

J'invite donc les acteurs nationaux, toutes les institutions de la CEDEAO et nos partenaires à utiliser ces rapports pour consolider la paix et le progrès au profit des citoyens de la CEDEAO.

Jean-Claude Brou
Président de la Commission de la CEDEAO

Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO

La CEDEAO est fière d'avoir finalisé le présent rapport d'Évaluation des risques et des vulnérabilités pays (ERVP) qui vise à identifier les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience existants dans chaque État membre de la Communauté. En effet, cette initiative constitue un exploit remarquable dans le cadre du renforcement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'Union africaine, la CEDEAO imprimant le rythme pour l'élaboration d'un ensemble de données africaines qui peut être exploité pour améliorer les analyses et prévisions précises sur la sécurité humaine, afin d'aider les décideurs à prendre des décisions éclairées sur les questions urgentes qui se posent dans la région. Ces informations peuvent servir de base de référence à la CEDEAO ainsi qu'à ses partenaires pour documenter les efforts d'alerte précoce et de réponse, en particulier dans le contexte actuel où le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse est en cours de déploiement au niveau national.

Les travaux de recherche dans le cadre de l'ERVP se fondent sur les données du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN) – collectées par des observateurs sur le terrain – en vue d'élaborer une base de référence nationale pour la surveillance des modèles et tendances de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine. En comparant les données d'ECOWARN à d'autres ensembles de données et en complétant les données quantitatives par des résultats qualitatifs, les évaluations aident également la Direction de l'alerte rapide de la CEDEAO à recueillir des données plus solides, riches, fiables et empiriques. Les constatations qui en découlent sont plus représentatives en termes de géographie, de temps et de thème pour chaque pays et doivent être mises à jour sur une base périodique.

La CEDEAO consolidera cet acquis en appliquant les connaissances et compétences consignées dans le Manuel d'ERVP. Ma conviction en la matière émane du fait que la formation de l'ensemble des membres du personnel de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO (EWD) impliqués dans la mise au point de l'Indice d'ERVP, qui marque le point culminant du transfert des connaissances et des compétences du personnel technique du projet *Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa (REWARD)* de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au bénéfice de la CEDEAO, permettra à la CEDEAO de conduire en toute indépendance ses futures ERVP. D'ores et déjà, l'EWD a lancé un processus visant à mettre en pratique le cadre méthodologique défini pour la conduite d'une Évaluation régionale des risques et de la résilience dans le bassin du lac Tchad, servant ainsi de premier pilier dans la mise en œuvre de la décision conjointe de la CEDEAO et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) de mobiliser les communautés dans des processus de consolidation de la paix.

Nous espérons que les États Membres de notre Communauté s'approprieront le présent rapport et y inscriront les initiatives de développement et de paix pour faire face aux risques et vulnérabilités au sein de leurs communautés. Au moment où nous décentralisons l'alerte précoce et la réponse au bénéfice des pays de la CEDEAO, la Commission se tient prête à accompagner chaque État Membre dans la mise en œuvre des recommandations réalisables que renferme le rapport de l'ERVP.

Finda Koroma
Vice-Président, Commission de la CEDEAO

Préface

La Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO a accompli d'énormes progrès dans la pratique de l'alerte précoce guidée par les données, à travers l'analyse qualitative et quantitative des incidents et situations de sources multiples, et en tirant avantage des données initiales générées grâce au système du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN). En effet, les outils technologiques de pointe du Centre le placent dans une position privilégiée pour surveiller et analyser les risques et les vulnérabilités dans la région CEDEAO, et ce, à travers les domaines clés de la sécurité humaine.

La CEDEAO a joué, et continue de jouer, un rôle crucial dans la surveillance des menaces à la sécurité humaine qui pèsent sur toute la région, notamment les systèmes de conflit sahélo-saharien, du fleuve Mano, du golfe de Guinée, du lac Tchad et en Sénégambie dans le but d'améliorer la réponse en matière de prévention et de gestion de l'escalade des conflits.

Au-delà de l'étroite focalisation sur le conflit violent uniquement, et conformément à son mandat de promotion de l'intégration socioéconomique et politique de la sous-région, la CEDEAO applique une perspective de sécurité humaine en vue d'améliorer le bien-être de la population conformément à la Vision 2020 de la CEDEAO. Le présent rapport met donc en évidence les risques, les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience à travers cinq dimensions (démographie, économie, sécurité, gouvernance et État de droit) aux niveaux national et infranational.

Chaque rapport d'ERVVP constitue une kyrielle de points de vue et d'expériences des parties prenantes concernées, notamment les dirigeants communautaires, la société civile, les responsables administratifs, les agents de sécurité, les chefs traditionnels et religieux, pour n'en citer que quelques-unes. De ce fait, le rapport d'ERVVP se veut un document stratégique qui fournit une vue d'ensemble des défis en matière de sécurité humaine dans chaque État Membre de la CEDEAO ainsi que des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui peuvent aider à relever ces défis.

Nous espérons que le présent rapport sera utile à la planification stratégique dans le cadre de la résolution des problèmes de sécurité humaine et qu'il fournira des éclaircissements à une multitude de parties prenantes, notamment les responsables politiques et les décideurs des secteurs public et privé en vue d'un engagement dans la région qui tienne compte des conflits.

Dr Abdou Lat Gueye
Directeur de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO

Résumé analytique

De 2016 à 2019, la CEDEAO a collecté des données quantitatives et qualitatives en Côte d'Ivoire pour mieux comprendre les vulnérabilités structurelles qui peuvent exister, et comment ces vulnérabilités affectent la vie quotidienne des personnes et des communautés. Cette recherche a été effectuée en collaboration avec le projet REWARD (Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre d'une évaluation plus large de l'ensemble de la région ouest-africaine. Dans le cadre de ce processus, une série de discussions de groupe et d'entretiens a été menée en août 2016 en Côte d'Ivoire afin de contextualiser les résultats et d'en savoir plus sur les facteurs de résilience qui atténuent les risques et favorisent la sécurité humaine. L'objectif de ce rapport est de résumer ces idées et perspectives, afin que les acteurs nationaux puissent tirer parti de leurs succès, et également de servir de base de référence pour le suivi des constats et tendances de la CEDEAO. Le rapport fournit une vue d'ensemble des vulnérabilités, des risques et des facteurs de résilience nationaux et infranationaux, ainsi que des conclusions et des recommandations.

L'ERVP a été menée par la CEDEAO pour mettre à jour et étoffer les rapports nationaux d'évaluation des risques de conflit (ERC) 2013-2014. Afin de mieux comprendre les constats et tendances infranationaux, la conception de la recherche a commencé par une étude documentaire comprenant une analyse des réseaux sociaux basée sur une enquête auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans le pays et une identification des experts à consulter pendant le travail sur le terrain. Cette étude a été suivie d'une analyse des constats et tendances des dynamiques d'escalade par le système d'information géographique (SIG) et d'une analyse quantitative des vulnérabilités structurelles

relatives par pays et par pilier de la sécurité humaine.

En Côte d'Ivoire, des niveaux élevés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines de la politique/gouvernance, tandis que des niveaux modérés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines de l'économie/ressources, de la population/démographie et de la sécurité, et des niveaux plus faibles de vulnérabilité ont été constatés dans le domaine de l'État de droit.

Bien que de nombreux progrès aient été réalisés dans le rétablissement de la sécurité et de la croissance économique depuis la crise post-électorale de 2010-2011, les défis à relever sont notamment les divisions politiques et sociales historiques entre le Nord et le Sud du pays, la justice transitionnelle et la réforme du secteur de la sécurité. La Côte d'Ivoire a également été confrontée à des pressions sécuritaires internes et externes, notamment des menaces terroristes régionales, des problèmes transfrontaliers et la criminalité. Les pressions économiques et démographiques ont également été soulignées, notamment la marginalisation des jeunes, la pauvreté et le développement.

Malgré ces défis, il existe de solides facteurs de résilience sociale et institutionnelle pour une résolution efficace des conflits et la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire, notamment le rôle important joué par les groupes de la société civile (en particulier les groupes de jeunes et de femmes), les chefs traditionnels, les chefs religieux, les autorités politiques et administratives et les organisations internationales, tant au niveau régional que national.

Le rapport suivant vise à fournir une vue d'ensemble afin que les acteurs régionaux et nationaux puissent avoir un aperçu clair des défis auxquels le pays est confronté, ainsi que des

capacités qui peuvent être mises à profit et développées pour la promotion d'une sécurité humaine durable en Côte d'Ivoire.

Bien que les données relatives aux risques/incidents fluctuent naturellement et puissent donc avoir changé depuis la publication de ce rapport, les vulnérabilités structurelles reflètent les tendances à moyen et long terme. Ces rapports se concentrent sur l'identification des vulnérabilités et des résiliences structurelles, et sur la manière dont elles peuvent avoir un impact sur les événements au fil du temps.

Introduction

Processus de recherche

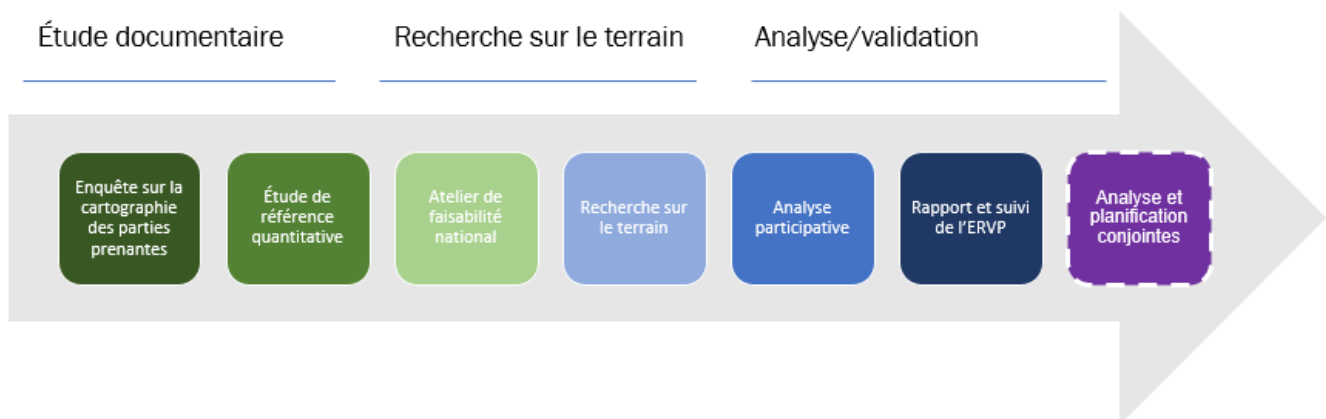
L'ERVP évalue les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience sociale/institutionnelle selon cinq piliers de la Sécurité humaine tels qu'identifiés par la CEDEAO dans un document d'orientation datant de 2016¹. Ces piliers se déclinent comme ci-après : 1) économie et ressources ; 2) politique et gouvernance ; 3) population et démographie ; 4) État de droit ; et 5) sécurité. Les constatations consignées dans le présent rapport décrivent la manière dont les risques découlent des vulnérabilités dans le contexte de la Côte d'Ivoire, tant au sein des cinq piliers qu'entre eux. En reconnaissance du fait que les conflits violents ont des facteurs sociaux, économiques, politiques et de sécurité sous-jacents, mais s'expriment différemment en fonction du contexte. Nous avons eu recours à un cadre holistique de sécurité humaine dans le cadre de la présente

évaluation, qui sera utilisé pour les ERVP dans tous les autres États membres de la CEDEAO. En outre, l'analyse fait également ressortir les considérations de genre et les facteurs externes en tant que questions transversales que l'on doit comprendre pour assurer une alerte précoce, une planification et une atténuation efficaces².

La recherche a été menée en trois phases principales, à savoir : l'étude documentaire, la recherche sur le terrain et l'analyse/validation.

Phase 1 : L'étude documentaire comportait une évaluation préliminaire des vulnérabilités structurelles, des risques induits par les événements et des facteurs de résilience sociale/institutionnelle.

Pour l'évaluation des vulnérabilités structurelles, la recherche s'est appuyée sur des données provenant de douzaines de sources, y compris les



¹ Le Document de cadrage de la Direction de l'Alerte précoce (EDW) a été élaboré par la CEDEAO pour aider à éclairer le processus d'ERVP et comporte les piliers de la sécurité humaine identifiés sur la base d'approches fondées sur les meilleures pratiques telles que

les directives de l'ECOWARN et le cadre de l'Agence néo-zélandaise pour le développement international (NZSID).

² Le Document de cadrage de la CEDEAO sur « L'évaluation des risques dans cinq pays pilotes de la CEDEAO, à savoir : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Mali. »

Rapports de situation d'ECOWARN (SitReps). Sur la base de ces ensembles de données préexistants³, un indice d'ERVP a été créé et a servi à mesurer les niveaux relatifs de vulnérabilité dans cinq dimensions de la sécurité humaine en Côte d'Ivoire.

Pour l'évaluation des risques induits par les événements, les données sur les événements, y compris celles tirées des rapports d'incident d'ECOWARN (IncReps), ont fait l'objet de triangulation avec les données du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLEd) afin de déterminer les lieux et le type de problèmes conflictuels au niveau infranational de façon diachronique. Le recours à des sources multiples a permis de procéder à la validation croisée, de combler les lacunes et d'identifier les tendances des indicateurs et des sous-indicateurs à l'aide de requêtes et de recherches par mots clés.

Pour l'évaluation des facteurs de résilience sociale/institutionnelle, une enquête a été menée auprès de tous les contacts de la CEDEAO dans le pays pour en savoir davantage sur les acteurs de la paix et de la sécurité qui s'emploient à gérer et à réduire les risques et les vulnérabilités dans le pays. Les personnes interrogées (au nombre desquelles figuraient des représentants d'institutions religieuses, d'acteurs du secteur public, de la société civile, de groupes de jeunes et d'acteurs du développement, entre autres) ont également été invitées à indiquer les organisations avec lesquelles elles ont travaillé en partenariat au cours des deux dernières années sur les questions de paix et de sécurité. Les données ont ensuite été téléchargées sur une Carte du réseau des parties prenantes en vue d'une analyse quantitative, afin d'identifier les points d'appui, les sphères d'influence et le capital social. Sur la base de cette analyse, nous avons identifié les experts

techniques clés qui ont été contactés pour la phase suivante de la recherche.

Phase 2 : La recherche sur le terrain a débuté par un atelier de cadrage à Abidjan. En s'appuyant sur la Carte du réseau des parties prenantes, des experts techniques ayant un réseau très dense ont été réunis dans le cadre d'un atelier visant à valider les constatations initiales de l'étude documentaire et à suggérer une voie à suivre pour l'analyse qualitative sur le terrain. L'Atelier de cadrage a également servi à adapter et à mieux faire connaître les questions de recherche plus générales ainsi que les instruments et les questionnaires d'entretien avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD) en fonction du contexte local. En outre, l'Atelier de cadrage a également permis d'obtenir des références et des contacts pour les acteurs clés et les parties prenantes sur le terrain qui seraient consultés lors des EIC et des GD au cours des deux semaines suivantes. Ainsi la phase de l'étude documentaire a-t-elle permis d'éclairer les questions de recherche qui nécessitaient une contextualisation et une validation plus poussées sur le terrain, ainsi que l'échantillon des personnes à interroger (ce qui a été demandé, où et à qui).

Une équipe d'experts et de chercheurs a ensuite réalisé une évaluation dans le pays entre le 29 août et le 10 septembre 2016 avec des participants issus des districts d'Abidjan, du Bas-Sassandra, des Montagnes, de la Vallée du Bandama et du Zanzan. L'équipe s'est rendue dans les différents points névralgiques identifiés dans l'étude documentaire et validés lors de l'atelier pour interviewer les principales parties prenantes touchées par la violence, connaissant le contexte local et disposant de capacités locales relatives aux facteurs de vulnérabilité et de résilience sous-tendant cette violence. Cette équipe était composée de représentants des

³ Les sources de données utilisées dans l'élaboration de l'indice d'ERVP sont notamment Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données sur la localisation et les événements des conflits

armés, la Banque mondiale, le Centre d'études de la sécurité ETH Zurich, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations unies et l'Institut pour l'économie et la paix.

Directions de l'Alerte précoce de la CEDEAO (EWD), des Affaires politiques (DPA), du Maintien de la Paix et de la Sécurité régionale (DPKRS), du Genre et des Affaires humanitaires et sociales, ainsi que de participants de l'USAID et d'experts affiliés. Les EIC et les GD organisés dans le cadre de cette évaluation dans le pays ont permis de recueillir des données et des informations qualitatives concernant divers points de vue sur les vulnérabilités structurelles, les facteurs de risque induits par les événements et les facteurs de résilience sociale/institutionnelle liés aux différents problèmes conflictuels dans l'ensemble du pays. Ces transcriptions ont été compilées et rationalisées pour réduire les doublons et les imprécisions, et classées par rubriques pour l'analyse et la priorisation pendant la phase 3.

Phase 3 : Après la validation et la contextualisation sur le terrain des données quantitatives, du SIG et d'enquête, la collecte, la structuration et la synthèse des données qualitatives, un rapport a été rédigé puis validé par la CEDEAO et l'USAID. Ce rapport servira de référence et de ressource pour des produits d'alerte précoce plus ciblés et pour l'analyse/la planification en vue d'une prévention stratégique et opérationnelle de l'insécurité humaine en Côte d'Ivoire ainsi que des systèmes de conflits associés de façon plus générale (par exemple, le fleuve Mano).

Terminologie et définitions conceptuelles

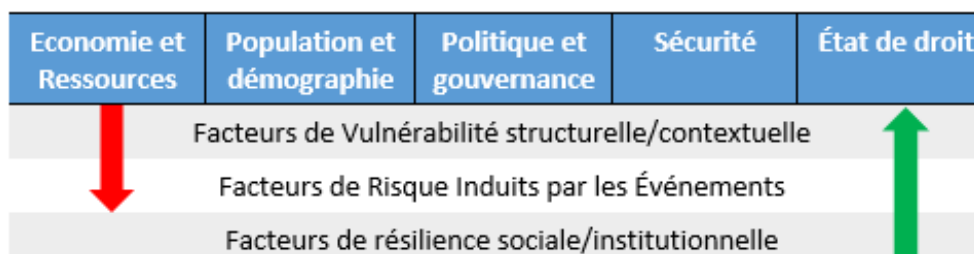
Dans la présente ERVP :

« **Vulnérabilité** » se définit comme tout facteur structurel susceptible d'être un facteur de conflit. Il peut s'agir de facteurs tels que le chômage des jeunes, la pauvreté, les inégalités, le climat, le favoritisme, les facteurs démographiques, etc.

« **Risque** » est défini comme tout facteur induit par tout événement qui pourrait être un déclencheur de conflit. Au nombre des facteurs de risque, l'on peut citer les controverses particulières ou des événements, tels les élections ou les catastrophes qui peuvent se produire.

« **Résilience** » est entendue au sens de tout facteur social ou institutionnel qui peut aider à atténuer ou à gérer les risques et les vulnérabilités. Il s'agit notamment des responsables politiques, culturels et communautaires jouissant d'un important capital social pour influencer de manière constructive sur la dynamique des conflits. L'on peut citer à cet effet le secteur public, le secteur privé, les institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents de développement, etc. Les facteurs de résilience peuvent inclure les institutions qui jouent un rôle stabilisateur à court, moyen ou long terme.

L'analyse de l'ERVP a été menée conformément au cadre décrit dans la figure ci-dessous, selon lequel les facteurs de risque induits par les événements découlent des vulnérabilités structurelles (selon la flèche rouge pointant vers le bas) tandis que les facteurs de résilience sociale et institutionnelle atténuent et préviennent ces risques et



vulnérabilités (selon la flèche verte pointant vers le haut).

Pour la CEDEAO, ce cadre est d'autant plus utile qu'il est aligné sur le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), qui est un outil stratégique visant à renforcer l'architecture de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Les éléments clés du CPCC sont les catégories de la « **Prévention opérationnelle** », c'est-à-dire les mesures applicables en cas de crise ; et, de la « **Prévention structurelle** », c'est-à-dire les mesures qui permettent de faire en sorte que les crises ne surviennent pas ou ne se reproduisent pas. Le cadre de l'ERVP est aligné sur le CPCC, de sorte que les facteurs de vulnérabilité identifiés doivent être atténués par les mesures de prévention structurelle et les facteurs de risque par les mesures de prévention opérationnelle. Cet alignement est important pour la pertinence et l'applicabilité du présent rapport par les utilisateurs en Afrique de l'Ouest.

Revue de la littérature

Une approche d'alerte précoce centrée sur l'humain

Dans la littérature universitaire, le prisme de la sécurité humaine en ce qui concerne l'alerte précoce des conflits est en mutation par rapport aux approches plus centrées sur l'État qui étaient en vogue dans les années 80 et 90. En effet, par le passé, l'alerte précoce était axée sur la prévention et l'atténuation des conflits entre États. Dans la période de l'après-guerre froide, marquée par une recrudescence des conflits intra-étatiques, l'alerte précoce a porté principalement sur l'identification des facteurs et des impacts des conflits civils sur les États. À cette époque, l'analyse était axée sur une terminologie telle que « l'effondrement » et « la faillite » de l'État, mettant ainsi l'accent sur les impacts pour les pays ou régions voisines et perpétuant dans le même temps un paradigme

comparatif de pauvreté et de faible croissance économique ainsi que de conflit, par opposition aux pays plus développés⁴.

Toutefois, à mesure qu'une approche plus interdépendante de la sécurité humaine et mondiale se faisait jour dans les années 2000, les conceptions de la fragilité de l'État et de l'analyse des conflits ont évolué en approches tant d'aide au développement que de politiques. Comme l'indique le Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRGDS), « De manière générale, la fragilité résulte d'une interaction dynamique entre des facteurs internes (notamment les conflits violents, la pauvreté, la conjoncture économique et structurelle, la défaillance des institutions formelles) et des facteurs externes (notamment l'économie politique internationale, l'insécurité régionale et mondiale)⁵. Sans faire abstraction du rôle de l'État en tant que principal instrument de gestion et de prévention des conflits, l'approche centrée sur l'humain se penche d'abord et avant tout sur l'impact des facteurs de conflit à caractère démographique, économique, politique et sécuritaire sur les individus et les communautés, ainsi que sur le rôle qu'un large éventail de facteurs sociaux et institutionnels jouent dans la prévention des conflits. Ainsi, le cadre de la sécurité humaine fournit-il une approche holistique pour comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques.

Selon le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, l'approche de la sécurité centrée sur l'humain se décline en cinq principes : 1) *mesures centrées sur l'individu*, mettant l'accent sur la protection des libertés fondamentales de l'être humain ; 2) *mesures multisectorielles*, englobant une large

⁴ « Définir et mesurer la fragilité des États : une nouvelle proposition », Ferreira, I., La Conférence annuelle de la Banque sur l'Afrique, juin 2015

⁵ « Guide thématique sur les États fragiles », McLoughlin, C., Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRDSU), août 2009

compréhension des menaces et des causes de l'insécurité ; 3) *mesures globales*, prenant en compte les différents types de sécurité de l'individu, allant de la sécurité économique à la sécurité sociale ; 4) *mesures spécifiques au contexte*, soulignant la nécessité d'analyser les contextes spécifiques des conflits et les causes profondes de l'insécurité ; et 5) *mesures préventives*, mettant l'accent sur des mesures de prévention et d'atténuation des risques adaptées au contexte local par le biais de mécanismes d'alerte précoce⁶. Cette focalisation sur les questions transversales ainsi que l'analyse et la réponse spécifiques aux situations sont au cœur du processus d'ERVP et des objectifs plus généraux d'alerte précoce et de réponse intégrée en cas de conflit de la part de la CEDEAO et de ses partenaires. Pour les ERVP, il s'agit d'identifier les risques de conflit, les vulnérabilités et les résiliences au niveau de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine que sont la population et la démographie, la politique et la gouvernance, la sécurité, l'économie et les ressources, et l'État de droit.

De nombreux indices et cadres de développement ont été développés pour mesurer la résilience et la fragilité. Ils vont de l'*Indice des États fragiles* établi par le Fonds pour la paix⁷ jusqu'à l'*Indice de gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim*⁸ en passant par l'Indice de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA)⁹ de la Banque mondiale. Actuellement, des acteurs de premier plan du développement international et des organismes multilatéraux, tels que l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et la BAD ont également élaboré des stratégies, des domaines de pratique et des outils qui visent à s'attaquer aux facteurs de fragilité. La BAD, par exemple, dispose d'une *Stratégie de lutte*

contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique pour la période 2014-2019, qui met l'accent sur le renforcement des capacités de ses États membres et sur les « situations de fragilité plutôt que sur les États fragiles exclusivement ». ¹⁰

Comme le souligne toutefois la Stratégie de la BAD, « il n'existe pas de solution universelle ni de « boîte à outils » prédéfinie pour s'attaquer à la fragilité ». ¹¹ Les conceptions universitaires et politiques plus anciennes de la « faillite de l'État » reposaient sur une analyse axée sur les « conceptions traditionnelles de la sécurité centrées sur l'État qui mettaient principalement l'accent sur la sécurité des États face à l'agression militaire », comme énoncé dans un document publié en 2009 par l'Unité de sécurité humaine des Nations Unies. Les modèles d'analyse plus récents ont adopté une perspective plus large de la sécurité humaine, « en réponse à la complexité et à l'interdépendance des menaces à la sécurité, tant anciennes que nouvelles – allant de la pauvreté chronique et persistante aux crises économiques et financières soudaines, en passant par la violence ethnique, la traite des êtres humains, le changement climatique, les pandémies et le terrorisme international. Ces menaces ont tendance à prendre des dimensions transnationales et à aller au-delà des conceptions traditionnelles de sécurité qui mettent exclusivement l'accent sur les agressions militaires extérieures. » ¹²

Par conséquent, une approche centrée sur l'humain, par opposition à une approche centrée sur l'État, est importante pour analyser les risques et les vulnérabilités de la société en vue de mettre en place des mécanismes robustes d'alerte précoce. La sécurité humaine fournit une approche holistique permettant de comprendre les

⁶ « La sécurité humaine dans la théorie et en pratique », Unité de la sécurité humaine, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Nations Unies, janvier 2009

⁷ Indice des États fragiles, Fonds pour la paix,

⁸ Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA), Banque mondiale et Banque africaine de développement (BAD)

⁹ Indice Ibrahim de la gouvernance africaine, Fondation Mo Ibrahim

¹⁰ « S'attaquer à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, 2014 – 2019 », BAD

¹¹ Ibid.

différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques. En tant que telles, les ERVP visent à tirer parti des aspects les plus dynamiques et interdépendants des risques et des vulnérabilités, qui examinent les capacités et les pressions au sein d'une société donnée en vue d'identifier les vulnérabilités structurelles, les résiliences et les risques au niveau des principaux piliers de la sécurité humaine. Selon la définition de l'Assemblée générale des Nations Unies, « la sécurité humaine a pour objet d'aider les États membres à cerner les problèmes communs et généralisés qui compromettent la survie, les moyens de subsistance et la dignité de leurs populations et à y remédier ». ¹³ Cette approche s'inscrit également en droite ligne dans la Vision 2020 de la CEDEAO qui vise à promouvoir la paix, la prospérité et la cohésion dans toute la région ¹⁴ et met notamment l'accent sur le renforcement de nombreux aspects de la sécurité humaine au sein des États membres.

Questions de recherche

Sur la base des constatations initiales tirées de l'étude documentaire, l'équipe a élaboré une série de questions d'orientation réparties selon les cinq piliers de la sécurité humaine. Ces questions n'ont pas été posées explicitement sur le terrain, mais ont plutôt sous-tendu la conception des instruments d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD). Ces instruments comprenaient des questions simples et ouvertes visant à susciter une discussion au cours de laquelle les personnes interrogées pourraient exprimer leurs opinions, partager leurs expériences et perceptions sur la façon dont elles ont été affectées par les facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience en Côte d'Ivoire.

Politique et Gouvernance : Compte tenu du fait que la Côte d'Ivoire a connu des transitions de pouvoir

très difficiles depuis qu'Henri Bédié a succédé à Félix Houphouët-Boigny en 1993, quels sont les risques et les vulnérabilités en matière de gouvernance démocratique dans les 5 à 10 années à venir, notamment dans la période des échéances électorales de 2020 et 2025 ? Dans quelle mesure les questions liées à l'apatridie, aux réfugiés ou à d'autres facteurs contribuent-elles à la privation du droit politique et aux griefs politiques ? Comment la réforme constitutionnelle est-elle gérée ? S'agit-il d'une question qui divise ou qui rassemble les individus ? Comment le processus de paix et de réconciliation permet-il de résoudre ces problèmes ?

Population et Démographie : Dans le contexte de l'évolution démographique et des migrations qui ont parfois contribué aux tensions, notamment en période de ralentissement économique, ainsi qu'à l'exacerbation des tendances à l'extrémisme violent dans les pays voisins, dans quelle mesure l'ethnicité et la religion suscitent-elles une polarisation au sein de la population ivoirienne ? Les jeunes représentent-ils une part importante de la population ? Quelles sont les implications de la répartition par âge sur les bouleversements et l'agitation économiques généralisés ?

Économie et Ressources : Dans quelle mesure l'inégalité ou la pauvreté constitue-t-elle un facteur de conflit en Côte d'Ivoire ? Dans quelle mesure la volatilité des prix des matières premières a-t-elle été un facteur de conflit en Côte d'Ivoire, en particulier en ce qui concerne le pétrole, le cacao, l'or et le caoutchouc ? La gestion des ressources naturelles a-t-elle entraîné des conflits au sujet des terres et des concessions ?

Sécurité : Au lendemain de la guerre civile et des remous politiques, et compte tenu du retrait prévu de la mission des Nations Unies en 2017, quelles sont les pressions qui pourraient s'exercer sur la sécurité ? Quel rôle les militaires et la police jouent-ils dans la gestion des conflits

¹³ Résolution n° 66/290 de l'Assemblée générale, octobre 2012

¹⁴ Vision 2020 de la CEDEAO, Vers une communauté démocratique et prospère, CEDEAO, juin 2010

pastoraux/communautaires ou dans l'activité des groupes armés non-étatiques (y compris les Dozo, les groupes de défense communautaires, les sociétés privées de sécurité, etc.) et des acteurs externes ? La sécurité maritime constitue-t-elle un défi, notamment en ce qui concerne le trafic d'armes légères le long de la côte ? Le terrorisme constitue-t-il un facteur de déstabilisation, surtout au lendemain de la récente attaque perpétrée contre la ville de Grand-Bassam ?

État de droit : En ce qui concerne les questions relatives à la justice transitionnelle, quels sont les défis auxquels est confronté le pouvoir judiciaire en termes de légitimité, d'impunité et d'accès à la justice ?

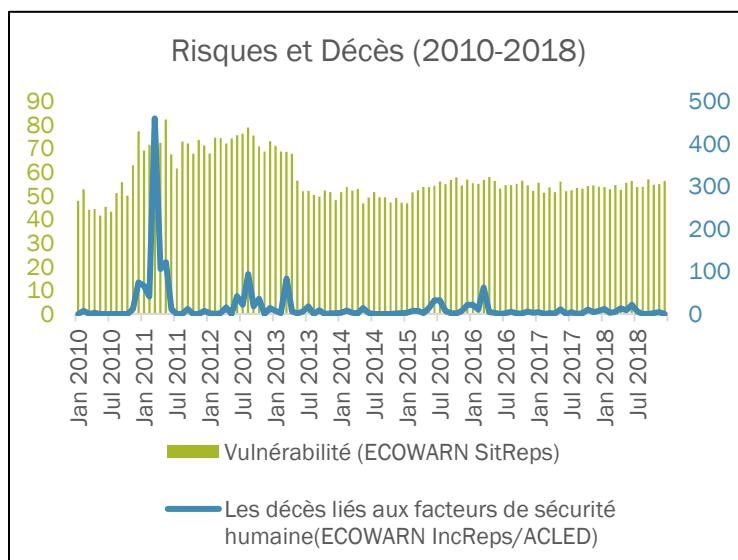
Description de l'échantillon

Les données recueillies et analysées aux fins du présent travail de recherche comprenaient des centaines de rapports de situation (SitReps) et des rapports d'incidents (IncReps) d'ECOWARN, ainsi que des données sur les événements du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLEd), une enquête d'orientation, des transcriptions et des notes des groupes de discussion (GD) et des entretiens avec les informateurs clés (EIC) sur le terrain. Au nombre des autres sources, intégrées pour créer un indice de vulnérabilité, on peut citer Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, l'ACLEd, la Banque mondiale, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le Niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations Unies et l'Institut pour l'économie et la paix. Une liste complète figure à l'Annexe A.

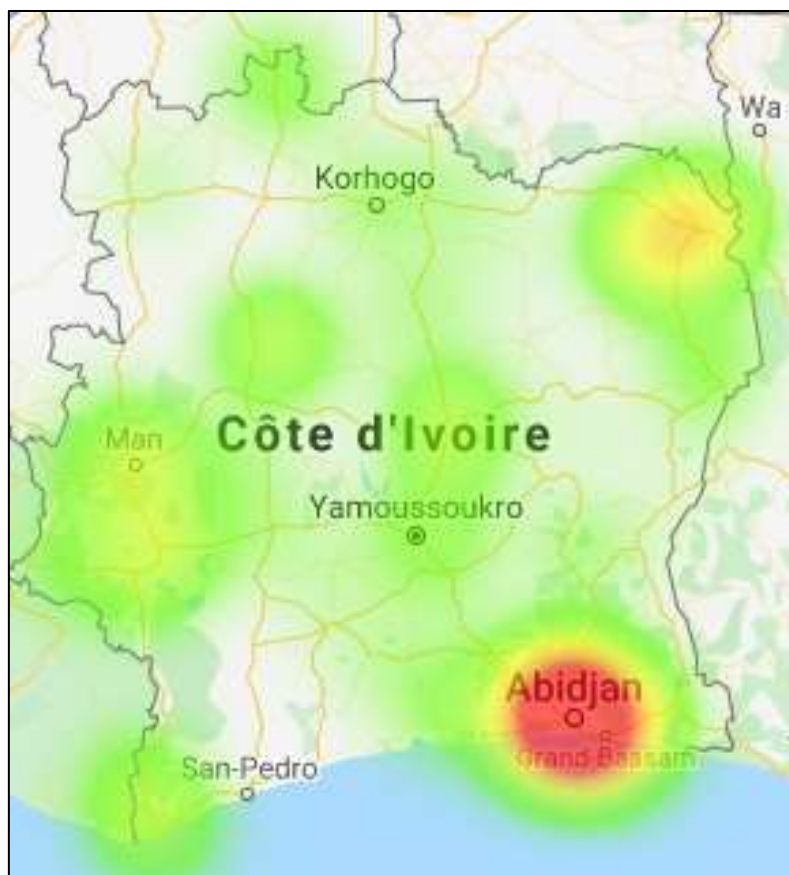
Analyse des données

Les données d'ECOWARN montrent une accentuation de la vulnérabilité politique,

économique et sociale vers la fin de l'année 2010 durant la crise électorale (mesurée sur la base d'une moyenne mensuelle des rapports de situation) avant une augmentation des pertes en vies humaines liées au conflit survenu en mars 2011, qui aurait fait plus de 400 morts. Bien que l'intensité de la violence ait rapidement diminué, les niveaux de vulnérabilité signalés sont restés élevés jusqu'à la mi-2013. C'est à ce moment-là que la situation a finalement commencé à s'améliorer, bien qu'il subsiste des défis à relever, notamment une recrudescence de la violence communautaire et l'attentat terroriste perpétré en 2016, ainsi que des violences liées à des mutineries dans le secteur de la sécurité survenues en 2017.



Le graphique ci-dessus montre les tendances en matière de risque par rapport à la vulnérabilité. L'axe vertical à gauche (0-90) montre le niveau de vulnérabilité avec un score plus de 60, reflétant des niveaux de vulnérabilité plus élevés. L'axe vertical sur la droite (0 à 500) indique le nombre de victimes de conflits par mois.

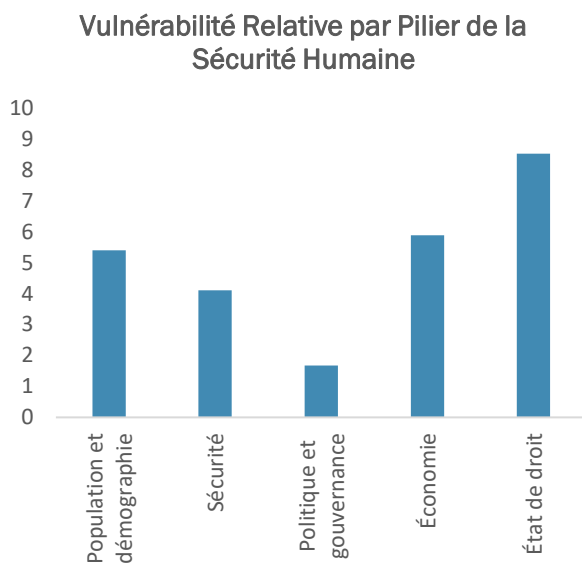


La carte des foyers de tension montre les points névralgiques qui ont enregistré des décès liés à la sécurité humaine en Côte d'Ivoire au cours de la période allant de 2015 à 2018. Ces foyers de tension ont guidé la planification des travaux de recherche sur le terrain.



La carte montre les districts couverts par les activités entreprises sur le terrain relatives à l'ERVP entre août et septembre 2016.

L'indice d'ERV, ci-dessous, indique qu'en Côte d'Ivoire, le pilier de la sécurité humaine qui affiche les niveaux les plus élevés de vulnérabilité est le pilier « Politique et gouvernance ». Les données montrent que les piliers « Économie et ressources » et « État de droit » présentent des niveaux moins élevés de vulnérabilité. Se référer à l'Annexe B pour une brève description de la façon dont les indicateurs et les sources ont été choisis, ainsi que de la façon dont les données ont été normalisées, mises à l'échelle et intégrées.



Les données sur les événements montrent les points névralgiques, les schémas et les tendances au niveau infranational. Il s'agit notamment des tensions communautaires dans le Nord-est et l'Ouest, parfois liées aux ressources foncières, ainsi que des défis liés à la criminalité et à la gouvernance qui se posent au niveau de la ville d'Abidjan. Les conflits régionaux qui ont éclaté au Mali ont eu des répercussions, notamment l'attentat perpétré en 2016. Des travaux de recherche sur le terrain ont été effectués pour valider et contextualiser ces constatations au travers des entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD) avec des personnes directement touchées par les vulnérabilités et les risques identifiés.

Les données quantitatives indiquent des niveaux élevés de vulnérabilité en Côte d'Ivoire et des

zones de plus grande vulnérabilité en ce qui concerne les piliers « Politique et gouvernance » et « Sécurité ». Pour corroborer ces constatations ayant trait aux vulnérabilités structurelles, le SIG et les données sur les événements ont porté sur les manifestations et la contestation électorale, en plus du risque de violence communautaire et criminelle dans certaines régions. Des travaux de recherche sur le terrain ont ensuite été entrepris pour valider et contextualiser ces constatations préliminaires. Comme l'illustrent les pages ci-après, les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés ont validé ces constatations et contribué à définir le contexte et la proportionnalité.

Par exemple, les entretiens avec les parties prenantes concernées ont permis de mieux comprendre les facteurs à l'origine des affrontements communautaires dans le district du Zanzan. Ils ont également fait ressortir le niveau d'agitation dans les rangs des ex-combattants au sujet du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR) et en ce qui concerne les questions relatives à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) qui n'ont pas été abordées dans la phase de la recherche documentaire.

Portée et limites de l'étude

Le présent rapport vise à superposer, trianguler et juxtaposer des données quantitatives, des données de SIG et des données qualitatives de manière précise, significative et représentative. Toutefois, au nombre des limites de cette analyse figurent l'intervalle de deux ans pour les données sur les événements/du SIG et celui de sept ans pour les rapports de situation d'ECOWARN. S'il y a des cycles de conflit qui n'entrent pas dans le champ de ces paramètres, la capacité d'analyser ces tendances sera limitée dans le présent rapport. En outre, le présent travail de recherche visait à assurer la représentativité de l'échantillon de parties prenantes impliquées au travers des EIC (21 personnes de premier plan) et des GD (14 groupes de discussion). Dans la mesure où ces

parties prenantes étaient représentatives, elles ont apporté une contextualisation et une validation importantes à la recherche documentaire.

La portée et les limites s'appliquent également à l'utilisation et au but de l'étude. Les rapports d'ERVVP sous-tendent les objectifs du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC). Ils identifient, en particulier, les vulnérabilités dans l'ensemble des piliers de la sécurité humaine dans le but de guider la prévention structurelle. Telle que définie dans le CPCC, cette dernière recouvre « les réformes politiques, institutionnelles (de gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et le plaidoyer en faveur de la culture de la paix ». Certes, le présent rapport peut également servir à éclairer la prévention opérationnelle, qui comprend « l'alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement et le déploiement préventifs par des moyens interactifs tels que les missions de bons offices et la Force en attente de la CEDEAO », mais il vise principalement à identifier les domaines clés de vulnérabilité structurelle aux niveaux national et infranational aux fins de la planification stratégique par la CEDEAO et d'autres partenaires intervenant dans les domaines de la paix et de la sécurité. Toutefois, dès lors que la prévention opérationnelle peut s'appuyer sur les schémas et les tendances des facteurs de risque induits par les événements mis en exergue dans le présent rapport, l'ERVVP devrait servir d'analyse de référence des dynamiques qui font l'objet d'une surveillance diachronique étroite. Ainsi, en plus d'éclairer la planification stratégique se rapportant aux questions de vulnérabilité structurelle, l'ERVVP sous-tendra également les produits d'alerte précoce tels que les rapports de situation hebdomadaires, mensuels et trimestriels qui informent les analystes et les personnes interrogées potentielles sur l'aggravation du risque de conflit à l'aune d'un ou de plusieurs indicateurs, et proposera des recommandations par rapport à la réponse à apporter. Les rapports d'ERVVP peuvent également servir de base à des études de cas plus détaillées sur les risques, les

vulnérabilités et les résiliences identifiés pour un pays d'intérêt ou faisant l'objet de préoccupation.

S'il est vrai que de nombreux rapports qui s'attellent à identifier les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience se concentrent presque exclusivement sur le niveau national, la CEDEAO entend soutenir une infrastructure d'alerte précoce et de réponse plus décentralisée dans l'ensemble de la région. À ce titre, les rapports d'ERVVP tiennent également compte de la dynamique au niveau infranational. Ces facteurs infranationaux sont essentiels à prendre en compte car ils permettent aux analystes et aux intervenants potentiels de comprendre le contexte dans lequel des événements précis (risques) se produisent, ce qui peut être très différent du contexte national. Une cartographie des risques, des vulnérabilités et des résiliences au niveau infranational peut également contribuer à sous-tendre les stratégies de collaboration au niveau local en vue de la prévention structurelle, en particulier, tel que défini par le CPCC, en prenant « des mesures visant à s'assurer que les crises ne surviennent pas ou, le cas échéant, qu'elles n'éclatent pas à nouveau ».

Enfin, comme l'a également relevé le CPCC, les conflits en Afrique de l'Ouest tendent à entretenir des liens très étroits, ce qui donne souvent lieu à des cycles de violence qui outrepassent les frontières et peuvent maintenir les pays empêtrés dans des situations de conflit pendant des décennies. Les rapports d'ERVVP, qui couvrent l'ensemble des quinze États membres de la CEDEAO, sont également utiles pour aider à éclairer et à comprendre la dynamique des systèmes de conflits régionaux spécifiques, tels que ceux qui se produisent à l'échelle du fleuve Mano et à travers le Sahel. Ces systèmes de conflits régionaux sont influencés et intimement liés les uns aux autres non seulement aux plans historique et culturel, mais partagent également les mêmes vulnérabilités structurelles qui engendrent des risques et l'éclatement au bout du compte de la violence, décennie après décennie.

Ainsi les rapports d'ERVVP offrent-ils la possibilité de percevoir non seulement les facteurs nationaux et infranationaux spécifiques qui conduisent à une vulnérabilité structurelle et à l'aggravation du risque, mais aident aussi à mettre en relief la

nature des systèmes de conflits régionaux et la nécessité d'une perspective holistique et systémique tant dans l'analyse que dans la réponse.

Contexte

Ancienne colonie française, la Côte d'Ivoire a accédé à l'indépendance le 7 août 1960. Le premier président du pays, Félix Houphouët-Boigny, a dirigé le pays pendant plus de trois décennies, jusqu'à sa mort en 1993. Les luttes pour le pouvoir politique et l'impasse politique se sont succédées après le règne d'Houphouët-Boigny, aboutissant à un coup d'État en 1999. Peu de temps après, Laurent Gbagbo est arrivé au pouvoir suite à des élections contestées et à un soulèvement populaire en 2000. La Côte d'Ivoire a connu sa première guerre civile de 2002 à 2010, guerre qui a divisé le pays entre le Nord, contrôlé par les rebelles, et le Sud, tenu par le gouvernement. Le pays a sombré dans une seconde guerre civile en 2010, après des élections contestées qui se sont soldées par l'élection d'Alassane Dramane Ouattara en tant que président internationalement reconnu. Au lendemain des élections de novembre 2010, les deux camps ont revendiqué la victoire, situation qui a conduit à un affrontement violent entre les forces pro-Gbagbo et les forces pro-Ouattara. Après des mois de combats généralisés entre les deux factions, qui ont fait des dizaines de morts et de nombreux déplacés, Gbagbo a finalement été contraint par les forces pro-Ouattara, soutenues par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et les forces françaises, de quitter le pouvoir.

Le Président Ouattara a été réélu pour un second mandat en 2015, lors d'élections jugées libres et équitables par la communauté internationale. Il a promis des réformes constitutionnelles qui réduiraient au minimum le risque de violence électorale à l'avenir – un effort actuellement en cours et qui laisse transparaître les mêmes niveaux d'espoir et de préoccupation chez les personnes interrogées au cours de la présente étude. Malgré les périodes d'instabilité qu'elle a connues, la Côte d'Ivoire est devenue l'une des économies les plus

solides de la région. Aujourd'hui, elle représente près de 40 % du produit intérieur brut (PIB) total de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UMEOA) et a le taux de croissance le plus élevé de la région. Le pays est le quatrième plus grand exportateur en Afrique subsaharienne (derrière l'Afrique du Sud, le Nigéria et l'Angola) et le premier exportateur mondial de fèves de cacao. Alors que les fèves de cacao représentent plus de 35 % des exportations ivoiriennes, le pays exporte également des quantités importantes de caoutchouc, de pétrole et d'or. Les exportations de la Côte d'Ivoire ont augmenté à un taux annuel de 5,8 % au cours des cinq dernières années. Toutefois, l'économie ivoirienne n'est pas diversifiée, continuant à être fortement tributaire des exportations de produits de base, elles-mêmes dépendantes de la volatilité des cours sur les marchés mondiaux. Le gouvernement de la Côte d'Ivoire a adopté un Plan national de développement (PND) pour la période allant de 2016 à 2020, d'un montant d'environ 15 milliards de dollars US, qui prévoit des réformes structurelles et un accent accru sur la croissance du secteur privé et l'inclusion sur le marché. Ce Plan fait suite aux enseignements tirés de la mise en œuvre réussie du PND 2012-2015. Alors que le gouvernement a indiqué qu'il accorderait la priorité à l'emploi des jeunes et à la redistribution des richesses, il est probable que l'instabilité politique et les revendications sociales continuent de peser sur l'économie ivoirienne dans les années à venir.

Malgré une économie florissante et des perspectives politiques optimistes, la Côte d'Ivoire demeure soumise à des pressions aussi bien internes qu'externes en matière de sécurité. La présence d'Al-Qaïda parmi les militants du Maghreb islamique (AQMI) dans la région constitue l'un de ces facteurs. AQMI a perpétré en mars 2016 une attaque contre la ville de Grand-Bassam, qui a fait 19 morts, et a organisé plusieurs

attaques au Mali et au Burkina Faso. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a clairement souligné la nécessité d'efforts régionaux et internationaux pour lutter contre le terrorisme et le président Ouattara a invité des dirigeants régionaux à renforcer la coopération sur les questions de stabilité, de sécurité transfrontalière et de réinsertion des réfugiés. La Côte d'Ivoire est également confrontée à des problèmes de sécurité

interne persistants. En effet, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon a particulièrement relevé que la Côte d'Ivoire a encore besoin de se pencher sur les questions du désarmement et de la réinsertion des ex-combattants, de la réforme du secteur de la sécurité, des contrôles aux frontières et de la politisation du système de justice pénale.

Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau national

Sur la base d'une recherche documentaire réalisée à l'aide des ensembles de données d'ECOWARN et de l'ACLED, d'enquêtes auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans les régions clés de la Côte d'Ivoire, des travaux de recherche sur le terrain comprenant des entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD) ainsi que d'une analyse participative menée par l'équipe d'ERVP chargée de la recherche sur le terrain, les facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience suivants ont été identifiés au niveau national :

Vulnérabilités structurelles

Politique et gouvernance

- La perception du fossé entre le Nord et le Sud
- Polarisation entre groupes politiques
- Crise de succession depuis la mort de Houphouët-Boigny
- Les défis liés à l'après Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR)
- Perceptions de la méfiance dans les institutions politiques
- Ethnicisation du secteur public

Sécurité

- La politisation de l'armée
- La porosité des frontières
- Capacité limitée des forces de sécurité publique
- La criminalité
- L'insécurité maritime

Population et démographie

- Migration transfrontalière non contrôlée et irrégulière
- Concurrence pour la terre / accès aux ressources naturelles
- Manque de clarté sur le régime foncier et la propriété
- Forte proportion de la population des jeunes (poussée de la jeunesse)
- Perceptions de la marginalisation des jeunes
- Crise du secteur de l'éducation
- Les pressions environnementales, y compris les inondations, les glissements de terrain, l'érosion côtière et les effets du changement climatique
- Urbanisation non contrôlée
- Mauvaise hygiène
- Disparités entre les sexes dans les taux de scolarisation et de rétention scolaire
- Le chômage et augmentation des taux de criminalité

- Non professionnalisme de certains agents de santé

Économie et ressources

- Concurrence pour la terre / accès aux ressources naturelles
- Manque de clarté sur le régime foncier
- Exploitation minière illégale et exploitation forestière
- Économie tributaire des produits de base
- Pauvreté et chômage, en particulier dans les communautés rurales
- Infrastructure routière délabrée et dégradée
- Les pressions environnementales, y compris les inondations, les glissements de terrain, l'érosion côtière et les effets du changement climatique
- Corruption et problèmes de gouvernance

État de droit

- Perceptions de la corruption et des préjugés dans le système judiciaire
- Manque d'indépendance judiciaire
- Mauvais accès à la justice pour les groupes vulnérables
- Poursuite limitée des affaires de violence basée sur le genre (VBG) / viol
- Perception de l'inefficacité de la Commission sur le dialogue, la vérité et la réconciliation pour traiter les griefs post-conflit
- Capacité limitée des institutions judiciaires, en particulier dans les zones rurales
- Culture de l'impunité

Risques induits par les événements

Politique et gouvernance

- Les processus électoraux
- Rassemblements politiques
- Référendum constitutionnel et manque de sensibilisation et de compréhension de ses objectifs et de sa vision
- La marginalisation politique

Sécurité

- Conflits intercommunautaires, y compris les conflits entre les communautés d'éleveurs / agriculteurs
- Retrait de la mission de maintien de la paix de l'ONU (ONUCI)
- Mutinerie parmi les forces de sécurité divisées
- Contrebande et activités illicites
- Violence des gangs (*microbes*, "*gnambro*")
- Violence basée sur le genre (VBG)
- Les processus électoraux
- Mauvaise mise en œuvre du processus de DDR
- Réinsertion inadéquate des ex-combattants
- L'extrémisme violent et le terrorisme

Population et démographie

- Affrontements entre communautés d'agriculteurs et d'éleveurs
- Conflits intercommunautaires sur le régime foncier et l'accès aux ressources naturelles
- Tensions provenant d'une migration transfrontalière incontrôlée et irrégulière
- Épidémie
- Pressions sur l'infrastructure et les services urbains
- Expulsion forcée

Économie et ressources

- Perturbations de la production agricole dues au climat climatique (inondations, sécheresse, changement des régimes de précipitations)
- Affrontements entre communautés d'agriculteurs et d'éleveurs
- Conflits intercommunautaires sur le régime foncier et l'accès aux ressources naturelles
- La déforestation
- Pollution de l'environnement, y compris l'eau, l'air et le sol
- Accaparement des terres pour les agro-entreprises
- Protestations syndicales
- Perturbations des chaînes d'approvisionnement agricoles dues au mauvais état des routes
- Les fluctuations des prix des produits de base

État de droit

- Incidents de corruption
- Justice populaire / vigilantisme
- Échec des systèmes de justice traditionnels

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

Politique et gouvernance

- Les institutions gouvernementales nationales, telles que la Commission nationale des droits de l'homme et le Programme national pour la cohésion sociale (PNCS)
- Des organisations de la société civile dynamiques
- Institutions traditionnelles et religieuses
- Les jeunes et les groupes de femmes
- Organisations internationales

Sécurité

- Gouvernement / autorités locales et administratives
- Rôle des forces de sécurité et des agents des frontières
- Réforme du secteur de la sécurité (RSS)
- Mécanismes d'alerte précoce en cas de conflit

Population et démographie

- Des organisations de la société civile dynamiques (OSC)
- Groupes de jeunes et de femmes
- Programmes de planification familiale et de santé reproductive
- Présence d'institutions et d'organisations internationales
- Lois existantes sur le régime foncier
- Ministères et programmes gouvernementaux existants ciblant les jeunes et les femmes
- Niveau relativement acceptable du système de santé et de la structure

Économie et ressources

- Réformes économiques
- Investissements du secteur privé
- Le développement des infrastructures
- Programmes visant à améliorer l'accès au financement et au crédit pour les groupes vulnérables
- Programmes de boisement et de protection des réserves
- Dirigeants communaux et religieux
- Les institutions nationales telles que l'Agence Foncière Rurale et le Projet d'appui à la politique foncière (LPIIP)
- Existence d'institutions et de lois anti-corruption
- Économie informelle

État de droit

- Réforme du secteur de la justice
- Des organisations de la société civile (OSC) et des institutions médiatiques dynamiques
- Rôle des chefs traditionnels et religieux

Au nombre des thèmes clés qui se sont dégagés de la recherche dans le cadre de l'ERV, figuraient la nécessité de forger un consensus national autour de la gouvernance dans le contexte de la transition politique après le président Laurent Gbagbo et la réforme constitutionnelle. Les questions connexes telles que la justice transitionnelle et la réforme du secteur de la sécurité (RSS) ont également suscité

de vives préoccupations. Bien que la Côte d'Ivoire se porte relativement bien sur le plan économique, la gestion des ressources naturelles, notamment les ressources minières et foncières, constitue de manière générale un domaine prioritaire pour la promotion de la paix et de la sécurité humaine durable.

Politique et gouvernance (pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• La perception du fossé entre le Nord et le Sud• Polarisation entre groupes politiques• Crise de succession depuis la mort de Houphouët-Boigny• Les défis liés à l'après Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR)• Perceptions de la méfiance dans les institutions politiques• Ethnicisation du secteur public
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Les processus électoraux• Rassemblements politiques• Référendum constitutionnel et manque de sensibilisation et de compréhension de ses objectifs et de sa vision• La marginalisation politique

Vulnérabilités et risques

Bien que la Côte d'Ivoire ait réalisé des progrès significatifs ces dernières années, le domaine dans lequel le pays est le plus vulnérable est celui de la politique et de la gouvernance. Les tensions et la polarisation entre les groupes politiques se sont poursuivies après la crise électorale qui a abouti à l'éviction du Président Gbagbo en 2011. Cette situation a été exacerbée par les problèmes soulevés par la mauvaise mise en œuvre du processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR), les élections et la perception de l'impunité dont bénéficient certaines personnes accusées d'avoir commis des crimes pendant la crise.

La polarisation des groupes politiques et les tensions persistantes entre les partisans de l'ancien président Gbagbo et ceux de l'actuel président Ouattara ont entamé la confiance du public dans les institutions gouvernementales. Les perceptions de corruption, le manque de redevabilité et la partisanerie au sein des institutions de gouvernance et d'État de droit sont largement répandues, et cette désillusion risque de déclencher la désunion et la violence. Le processus de DDR a également engendré des problèmes de sécurité, certaines parties se sentant exclues ou lésées, ce qui a renforcé la

méfiance à l'égard du gouvernement et du système politique.

Les responsables communautaires de la commune d'Abobo, à Abidjan, ont fait observer que de nombreuses personnes se sont abstenues de voter lors des dernières élections parce qu'elles craignaient d'être prises dans le feu croisé de la violence politique. Avec les répercussions des élections de 2010, les affrontements entre les groupes pro-Ouattara et les groupes pro-Gbagbo ont continué à faire peser une menace sur la tenue d'élections pacifiques. La faible participation politique a également été imputée à la désillusion des populations quant à la capacité du gouvernement à tenir ses promesses de réconciliation nationale. Lors des entretiens sur le terrain, les personnes interrogées ont fait observer qu'il était indispensable de forger un consensus national autour de la manière dont les politiques et les initiatives élaborées dans la capitale affectent d'autres régions du pays, et sur la manière dont les citoyens interagissent avec les institutions étatiques pour parvenir à un pacte social plus solide. Un chef de village de Bangolo a souligné que les citoyens n'avaient pas un accès égal à un processus politique équitable et que les réformes apportées à la Constitution pourraient ne pas garantir une véritable représentativité des divers groupes politiques et ethniques du pays. Bien que

le gouvernement ait accompli des progrès significatifs en matière de réforme du système judiciaire et d'amélioration de la protection des droits de l'homme, tel que relevé lors des entretiens menés avec des fonctionnaires des ministères, les communautés continuent de percevoir le phénomène de la corruption et suggèrent, de ce fait, que des améliorations soient apportées aux niveaux de la transparence et de la redevabilité.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les principales entités sociales et institutionnelles qui exercent une influence sur l'atténuation des vulnérabilités et des risques décrits ci-dessus sont notamment les chefs de communauté, les femmes leaders et les organisations de la société civile qui peuvent plaider en faveur des droits politiques et de la bonne gouvernance, de la transparence et de la redevabilité en ce qui concerne les institutions gouvernementales et autres structures de direction.

Par exemple, la Commission nationale des droits de l'homme de Côte d'Ivoire a recours à un réseau d'agents sur le terrain dans les trente-et-une (31) régions administratives du pays pour surveiller et dénoncer les incidents liés aux droits de l'homme ainsi que pour sensibiliser la population locale aux questions relatives aux droits de l'homme. Le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP) est également actif en matière de dénonciation des incidents violents et de mobilisation de l'appui aux niveaux national et local pour relever les défis sous-jacents sous-tendant les risques et vulnérabilités spécifiques. Le Réseau d'action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest (RASALAO), un réseau régional qui mène la lutte contre la prolifération des armes légères en Afrique de l'Ouest, en particulier dans la région Ouest de la Côte d'Ivoire, est une autre entité qui contribue au renforcement de la résilience des communautés dévastées par les périodes prolongées d'instabilité résultant des conflits armés.

Sécurité (deuxième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• La politisation de l'armée• La porosité des frontières• Capacité limitée des forces de sécurité publique• La criminalité• L'insécurité maritime
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Conflits intercommunautaires, y compris les conflits entre les communautés d'éleveurs / agriculteurs• Retrait de la mission de maintien de la paix de l'ONU (ONUCI)• Mutinerie parmi les forces de sécurité divisées• Contrebande et activités illicites• Violence des gangs (<i>microbes</i>, "<i>gnambro</i>")• Violence basée sur le genre (VBG)• Les processus électoraux• Mauvaise mise en œuvre du processus de DDR• Réinsertion inadéquate des ex-combattants• L'extrémisme violent et le terrorisme

Vulnérabilités et risques

Depuis 2016, au nombre des questions de sécurité figurent les affrontements entre éleveurs et agriculteurs, les conflits fonciers, les questions de sécurité transfrontalière, l'attaque terroriste meurtrière perpétrée contre la ville de Grand-Bassam, la criminalité juvénile dans les villes exercée par des gangs connus sous le nom de « microbes » et la violence basée sur le genre et sexuelle. La sécurité maritime liée au trafic illicite de biens le long de la côte constitue également une source de préoccupation. La violence politique a considérablement diminué ces dernières années ; toutefois, l'existence de poches de violence met en exergue la nécessité pour les partis politiques d'œuvrer ensemble à réduire les risques de violence postélectorale. Selon les données régionales, la Côte d'Ivoire enregistre des performances en matière de sécurité légèrement meilleures à celles de ses homologues régionaux, mais des cas de vols et de braquages à main armée persistent, le plus souvent dans les zones de dépression socioéconomique. Plusieurs de ces

attaques sont motivées par l'échec du processus de désarmement, car les ex-combattants sont toujours en possession d'armes et sont plus enclins à se livrer à des actes criminels. Les personnes interrogées ont également mentionné des cas d'agressions sexuelles perpétrées contre des femmes, ainsi que des cas d'enlèvement d'enfants. En ce qui concerne la question de savoir si, oui ou non, la mission des Nations Unies devrait demeurer dans le pays pour renforcer les efforts de paix et de sécurité, les citoyens semblent divisés : certaines personnes interrogées se sont dites préoccupées par le déficit de capacités que pourrait créer le retrait de la mission des Nations Unies, tandis que d'autres considèrent comme une avancée positive le fait de ne plus dépendre du soutien extérieur.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les entités clés qui exercent une influence sur l'atténuation des vulnérabilités et des risques décrits ci-dessus comprennent les institutions gouvernementales chargées de la sécurité, avec

l'appui de partenaires extérieurs. Les efforts en matière de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et de DDR, conduits par le gouvernement ivoirien avec l'appui de bailleurs de fonds internationaux et bilatéraux tels que l'ONU, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et les gouvernements français et américain, ont considérablement contribué à la démobilisation des groupes armés et à la réinsertion des combattants dans les rangs des forces armées et au sein de la société. Ces efforts ont été soutenus au niveau local par la mobilisation des organisations non gouvernementales et des

communautés locales. Les organisations régionales et communautaires telles que les systèmes de surveillance de la CEDEAO (ECOWARN) et les organisations de prévention des conflits telles que le WANEP, le RASALAO et Search for Common Ground surveillent les signes d'alerte précoce des conflits et font de la sensibilisation, afin de prévenir la résurgence des conflits. Au niveau local, le leadership communautaire, y compris celui des femmes et des jeunes, est également déterminant pour renforcer la résilience dans le domaine de la sécurité.

Population et démographie (troisième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Migration transfrontalière non contrôlée et irrégulière• Concurrence pour la terre / accès aux ressources naturelles• Manque de clarté sur le régime foncier et la propriété• Forte proportion de la population des jeunes (poussée de la jeunesse)• Perceptions de la marginalisation des jeunes• Crise du secteur de l'éducation• Les pressions environnementales, y compris les inondations, les glissements de terrain, l'érosion côtière et les effets du changement climatique• Urbanisation non contrôlée• Mauvaise hygiène• Disparités entre les sexes dans les taux de scolarisation et de rétention scolaire• Le chômage et augmentation des taux de criminalité• Non professionnalisme de certains agents de santé
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Affrontements entre communautés d'agriculteurs et d'éleveurs• Conflits intercommunautaires sur le régime foncier et l'accès aux ressources naturelles• Tensions provenant d'une migration transfrontalière incontrôlée et irrégulière• Épidémie• Pressions sur l'infrastructure et les services urbains• Expulsion forcée

Vulnérabilités et risques

Les personnes interrogées sur le terrain ont identifié comme problèmes majeurs dans le cadre du pilier « Population et démographie » la marginalisation, le chômage et le manque de formation, ainsi que la violence faite aux femmes. La moyenne d'âge de la population ivoirienne est de 20,5 ans, ce qui signifie qu'un peu moins de 60 % de la population ivoirienne a moins de 25 ans. Toutefois, la marginalisation réelle et perçue des jeunes continue de miner l'efficacité des organes politiques et économiques du pays. Un groupe de discussion organisé dans le Bas-Sassandra a mis en lumière les préoccupations selon lesquelles, alors que la population de jeunes est en hausse, les perspectives de développement de ces jeunes, elles, ne le sont pas. Certaines personnes interrogées sur le terrain ont également fait observer que les tensions communautaires

étaient parfois exacerbées du fait de l'accès aux ressources rares et de leur gestion. Dans le Nord-est, des dizaines de personnes ont trouvé la mort suite aux affrontements intercommunautaires entre agriculteurs et éleveurs depuis janvier 2016. Les mouvements migratoires dans la région, en particulier en provenance du Burkina Faso, ont également été des sujets à controverse en Côte d'Ivoire. De nombreux migrants sont attirés par la forte économie régionale que représente le pays, en particulier dans des domaines tels que l'agriculture, les services et l'exploitation minière artisanale à petite échelle.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

La collaboration multipartite entre la société civile, le secteur privé et le gouvernement a été cruciale en ce qui concerne le ciblage des zones de marginalisation économique et ces efforts

contribuent considérablement à la résilience post-crise. Les chefs de communauté ainsi que les organisations de la société civile, y compris les groupes de jeunes et de femmes, apportent également leur assistance. Par exemple, l'équipe a interrogé des membres d'organisations

communautaires de base (Notre Grenier, Le Collectif des OSC de Bondoukou) du district du Zanzan qui travaillent avec les communautés locales d'agriculteurs et d'éleveurs dans le but de promouvoir la coexistence pacifique et le partage des ressources naturelles.

Économie et ressources (quatrième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Concurrence pour la terre / accès aux ressources naturelles• Manque de clarté sur le régime foncier• Exploitation minière illégale et exploitation forestière• Économie tributaire des produits de base• Pauvreté et chômage, en particulier dans les communautés rurales• Infrastructure routière délabrée et dégradée• Les pressions environnementales, y compris les inondations, les glissements de terrain, l'érosion côtière et les effets du changement climatique• Corruption et problèmes de gouvernance
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Perturbations de la production agricole dues au climat climatique (inondations, sécheresse, changement des régimes de précipitations)• Affrontements entre communautés d'agriculteurs et d'éleveurs• Conflits intercommunautaires sur le régime foncier et l'accès aux ressources naturelles• La déforestation• Pollution de l'environnement, y compris l'eau, l'air et le sol• Accaparement des terres pour les agro-entreprises• Protestations syndicales• Perturbations des chaînes d'approvisionnement agricoles dues au mauvais état des routes• Les fluctuations des prix des produits de base

Vulnérabilités et risques

Les personnes interrogées sur le terrain ont fait observer que, bien que la Côte d'Ivoire ait une économie relativement solide bénéficiant d'investissements étrangers importants, la pauvreté, les inégalités et le chômage demeurent des problèmes pour de nombreux Ivoiriens. Cette situation est en outre aggravée par la mauvaise qualité de l'infrastructure routière, qui rend coûteux le transport des denrées alimentaires et des matières premières en direction et en provenance des zones rurales, ainsi que par l'accès limité au crédit. Les protestations des fonctionnaires à propos de leurs salaires et conditions de travail sont également fréquentes. Les zones rurales et les producteurs de cacao sont en grande partie tributaires de la volatilité des

marchés, et certaines régions pâtissent de pénuries alimentaires, ce qui pourrait davantage exacerber les sentiments d'insécurité et d'inégalité ainsi qu'inciter à la violence. Certes, la Côte d'Ivoire dispose d'un potentiel économique considérable, mais les inégalités persistantes constituent un facteur de risque pour le pays.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les vulnérabilités et risques tels que les protestations des travailleurs et l'infrastructure routière dans les zones rurales sont atténués par les efforts des institutions économiques gouvernementales, du secteur privé/de la communauté des hommes et femmes d'affaires, ainsi que par les organisations de la société civile, y compris les groupes de jeunes et de femmes.

État de droit (pilier le moins vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Perceptions de la corruption et des préjugés dans le système judiciaire• Manque d'indépendance judiciaire• Mauvais accès à la justice pour les groupes vulnérables• Poursuite limitée des affaires de violence basée sur le genre (VBG) / viol• Perception de l'inefficacité de la Commission sur le dialogue, la vérité et la réconciliation pour traiter les griefs post-conflit• Capacité limitée des institutions judiciaires, en particulier dans les zones rurales• Culture de l'impunité
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Incidents de corruption• Justice populaire / vigilantisme• Échec des systèmes de justice traditionnels

Vulnérabilités et risques

La catégorie la moins vulnérable en Côte d'Ivoire est le pilier « État de droit », mais il subsiste des difficultés dans ce domaine. Comme cela a été souligné pour le pilier « Politique et gouvernance », les questions d'impunité demeurent un défi dans un contexte politique polarisé. L'accès à la justice et les capacités limitées du système judiciaire constituent des points de vulnérabilité aussi. Au nombre des autres problèmes, figurent l'absence de poursuites judiciaires dans les affaires impliquant la violence basée sur le genre (VBG) et le manque de capacités policières pour exécuter un mandat efficace en matière de droit et d'ordre public. Depuis 2012, plusieurs juges sont accusés de corruption, ce qui réduit la confiance du public dans le système. De l'avis des personnes interrogées sur le terrain, les exécutions extrajudiciaires, les arrestations illégales, les disparitions et les pots-de-vin sont monnaie courante. La Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, créée pour enquêter sur les violations des droits de l'homme et promouvoir la réconciliation, manque de crédibilité auprès de l'opinion publique et n'a reçu de la part du gouvernement ni les ressources suffisantes ni le mandat nécessaire pour s'acquitter efficacement de sa mission. Les personnes interrogées estiment

que le système juridique fonctionne lentement et est miné par la corruption, faisant observer que ce sont les riches qui en profitent le plus souvent. En outre, les communautés estiment que de nombreux juges évitent les affaires controversées pour échapper aux représailles ou à la persécution politiques. Par conséquent, l'indépendance et la responsabilisation du pouvoir judiciaire ont été remises en cause, tout comme la performance de la police. En réponse, le gouvernement Ouattara a récemment pris plusieurs mesures visant à réduire l'impunité et la corruption.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

En dépit de ces vulnérabilités, l'ouverture de l'espace en Côte d'Ivoire à la société civile et ses solides institutions médiatiques ont constitué un atout précieux pour sa promotion de l'État de droit. Au nombre des entités clés exerçant une influence sur l'atténuation des vulnérabilités et des risques décrits ci-dessus sont notamment la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation, ainsi que les organisations de défense des droits de l'homme intervenant dans le domaine du renforcement du droit et de la justice. De nouveaux instruments juridiques qui renforcent le statut et le rôle des chefs traditionnels en Côte d'Ivoire ont fourni une plateforme permettant aux responsables

communautaires d'influencer positivement le dialogue national, dans le but de renforcer la

confiance entre l'État et les citoyens et entre les citoyens eux-mêmes.

Facteurs externes

L'économie ivoirienne a considérablement bénéficié de l'investissement direct étranger et l'un des principaux objectifs de l'administration Ouattara a été d'encourager les investissements étrangers. Toutefois, étant donné que l'économie reste largement tributaire des exportations de produits de base, la Côte d'Ivoire est également exposée à la volatilité des cours mondiaux de ces produits. En outre, les institutions financières internationales, telles que le Fonds monétaire international (FMI), influent également sur l'économie ivoirienne. Récemment, la Côte d'Ivoire a signé avec le FMI, un accord de financement du Plan national de développement pour la période allant de 2016 à 2020, qui préconise l'augmentation de la production agricole, la promotion du secteur manufacturier et l'amélioration du niveau de vie.

La Côte d'Ivoire est depuis longtemps une destination prisée pour les immigrants de la région, en particulier les travailleurs migrants. Le pays a connu d'importants flux migratoires en provenance du Burkina Faso, ainsi que du Mali, de la Guinée, du Ghana et du Bénin. Les événements politiques et économiques qui surviennent dans ces pays peuvent agir sur l'immigration et réduire ou augmenter les pressions en Côte d'Ivoire. En outre, la région Ouest de la Côte d'Ivoire a connu d'importantes activités transfrontalières avec le Libéria. Pendant la crise politique qu'a connue la

Côte d'Ivoire en 2010-2011, des réfugiés et des combattants ont traversé la frontière de part et d'autre, situation qui n'a parfois pas permis de les distinguer facilement. Tout récemment, les risques en matière de santé qui accompagnent les mouvements transfrontaliers se sont révélés particulièrement importants dans le cas de l'épidémie d'Ébola survenue en 2014-2015.

L'ancien Président Laurent Gbagbo est actuellement jugé par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité relatifs aux incidents de 2010-2011. Un mandat d'arrêt de la CPI est pendu contre sa femme Simone, mais elle est actuellement poursuivie devant la Cour d'Assises de Côte d'Ivoire. Les poursuites judiciaires ont exacerbé la polarisation entre les factions pro-Gbagbo et les factions pro-Ouattara, on note également les avis selon lesquels, il n'y a pas suffisamment de preuves réunies pour le procès de Mme Gbagbo.

Les forces de maintien de la paix de l'ONUCI sont présentes en Côte d'Ivoire depuis 2004. L'ONUCI continue de prêter son concours à toute une gamme de fonctions dans le pays, notamment en ce qui concerne la sécurité, la politique, la gouvernance et les programmes de DDR, ainsi que la fourniture d'un appui logistique pour les élections nationales. Toutefois, le retrait progressif en cours de la mission pourrait avoir un impact sur les capacités de gouvernance, de sécurité et de maintien de l'ordre.

Considérations liées au genre

En Côte d'Ivoire, les femmes continuent d'être confrontées à la discrimination et à des défis dans les sphères politique, économique et sociale. Des antécédents de violence politique, le recours à des coutumes traditionnelles, une structure juridique pluraliste et des faiblesses dans la mise en œuvre des politiques gouvernementales ont contribué à la persistance des disparités entre les sexes dans le pays.

Sur le plan politique, il a été démontré que la représentation des femmes au gouvernement promouvait les questions sociales ainsi que l'égalité entre les sexes et favorisait une répartition équitable des ressources communautaires. Toutefois, selon certaines femmes interrogées, des inégalités persistent dans des domaines tels que la représentation politique. Sur les 1336 candidats titulaires en lice pour les élections législatives de décembre 2016, seulement 166 étaient des femmes.¹⁵ Parmi les 1336 candidats suppléants, l'on comptait 162 femmes.¹⁶ Les résultats des élections ont montré que seules 29 femmes ont été élues à l'Assemblée nationale¹⁷ qui compte 255 membres. Toutefois, au mois de février 2017, ce nombre avait été réduit de deux (ce qui donne un taux de 10,5 % des membres).¹⁸ En outre, sur les 36 ministres qui composent le gouvernement du Président Alassane Ouattara, l'on ne dénombre que neuf (9) femmes.¹⁹ La Côte d'Ivoire n'applique pas de quotas réservés aux femmes selon les dispositions de la loi²⁰ ; toutefois, il existe des quotas volontaires qui ont été adoptés par certains partis politiques.²¹ À titre d'exemple, depuis 2001 le Front populaire ivoirien (FPI) s'est fixé un quota

de 30 % réservé aux femmes à tous les niveaux. Toutefois, ce quota volontaire n'a pas toujours été respecté.²²

Certaines personnes interrogées sur le terrain ont également noté que le taux élevé d'analphabétisme chez les femmes demeure un problème. Étant donné que l'analphabétisme peut constituer un obstacle à l'amélioration de la participation et de la représentation des femmes dans tous les secteurs, elles ont souligné la nécessité de renforcer la capacité des services et de l'infrastructure en lien avec les femmes et les enfants. Pour ces personnes interrogées, ces mécanismes serviront de moyen d'accroître la mobilité sociale et la cohésion sociale en général. Toutefois, le pourcentage des ressources allouées au secteur de l'éducation est infime. En 2014, les dépenses publiques consacrées à l'éducation représentaient 4,7 % du PIB²³ du pays. Il subsiste des disparités entre les femmes et les hommes en matière d'accès à l'éducation et à l'alphabétisation, en particulier dans les zones rurales. En 2015, seules 16,6 % des femmes âgées de 25 ans et plus avaient fait au moins des études secondaires, contre 32,7 % pour les hommes de la même tranche d'âge.²⁴ Le nombre de femmes n'ayant pas fait d'études supérieures²⁵ est deux fois supérieur à celui des hommes. En raison de cet accès limité à l'éducation, la réussite scolaire des femmes en Côte d'Ivoire a été marginale. Le taux d'alphabétisation des femmes adultes âgées de 15 ans et plus est de 32,7 %.²⁶

Certes, l'économie ivoirienne a enregistré une forte croissance, mais la répartition des richesses et les possibilités d'emploi présentent toujours quelques disparités du point de vue du genre. Cinquante-

¹⁵ « Côte d'Ivoire: Assemblée nationale », Union interparlementaire, PARLINE base de données

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ « Côte d'Ivoire: Composition du nouveau gouvernement ivoirien », Agence panafricaine de presse, janvier 2016

²⁰ Base de données sur les quotas de genre: Côte d'Ivoire, Institut pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)

²¹ Ibid.

²² Ibid.

²³ « Rapport mondial sur le développement humain », Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2016.

²⁴ Ibid.

²⁵ « Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples de Côte d'Ivoire 2011-2012 », Institut National de la Statistique et ICF International, 2012

²⁶ « Banque de données: statistiques sur la santé, la nutrition et la population », Banque mondiale

deux virgule quatre pour cent (52,4 %) des femmes âgées de 15 ans et plus participent au marché du travail.²⁷ En Côte d'Ivoire, les femmes travaillent principalement dans le secteur de l'agriculture, le commerce informel, la fonction publique et le secteur privé. Elles ne représentent qu'un tiers du personnel de la fonction publique et occupent pour la plupart des postes subalternes.²⁸ Dans le secteur de l'agriculture, les inégalités d'accès au financement, à l'équipement et aux réseaux commerciaux fondées sur le genre se traduisent par des disparités basées sur le genre dans la production entre les Ivoiriens et les Ivoiriennes.²⁹ En outre, les pratiques coutumières privent souvent de la propriété foncière³⁰ les femmes qui constituent les productrices et vendeuses primaires de denrées alimentaires. Le marché du travail se caractérise également par des inégalités salariales entre hommes et femmes. En moyenne, la rémunération versée aux femmes correspond à la moitié de celle versée à leurs homologues de sexe masculin.³¹

En Côte d'Ivoire, bon nombre de femmes ont été victimes de violence basée sur le genre (VBG) pendant les guerres civiles, période au cours desquelles les VBG ont été utilisées comme tactique pour terroriser des opposants présumés. Les VBG sont répandues, en particulier contre les filles – un rapport de l'ONU a révélé que sur 1299 cas de viol signalés entre 2012 et 2015, plus des deux tiers des victimes étaient des enfants. Les données du Rapport sur l'Enquête démographique et sanitaire (EDS) de 2011-2012 indiquent que 36 % de femmes âgées de 15 à 49 ans ont signalé avoir été victimes d'actes de violence physique dès

l'âge de 15 ans.³² Au cours des 12 mois précédant l'enquête, 20 % de femmes avaient été victimes de violence physique.³³

De plus, les incidents de VBG sont fréquents dans les zones de réinsertion des ex-combattants et dans les zones touchées par le déplacement de personnes. Certaines personnes interrogées ont souligné la défaillance du système judiciaire et en matière d'ordre public, qui empêche souvent les survivantes de faire instruire ou juger leur affaire devant les tribunaux. Même si le viol est interdit par le Code pénal, et est passible d'une peine d'emprisonnement allant de 5 à 20 ans,³⁴ il n'existe aucune loi spécifique qui met l'accent sur les violences domestiques.³⁵ L'amnistie de 2007, qui a été accordée à toutes les personnes impliquées dans le conflit, y compris les auteurs d'actes de violence sexuelle liés au conflit, a aussi contribué à créer un climat d'impunité.

Les données sur les attitudes au sujet des violences domestiques donnent un aperçu des perceptions concernant les relations entre hommes et femmes dans le pays. Ainsi, 48 % des femmes estiment que, pour l'une des raisons invoquées (à savoir brûler la nourriture, se disputer avec son époux, sortir sans sa permission, négliger les enfants et refuser d'avoir des relations sexuelles avec lui), leur partenaire a le droit de recourir à la violence conjugale³⁶. La proportion de femmes qui pensent que leurs partenaires ont raison de recourir à l'agression physique est plus élevée en milieu rural (53 %) qu'en milieu urbain

²⁷ « Rapport mondial sur le développement humain », Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2016.

²⁸ « Bilan économique de la Côte d'Ivoire: les femmes sont-elles la clé du déblocage de l'émergence économique en Côte d'Ivoire? », Groupe de la Banque mondiale, juillet 2017

²⁹ Ibid.

³⁰ « Profil de gouvernance des droits de propriété et des ressources: Côte d'Ivoire », USAID, juillet 2017

³¹ « Bilan économique de la Côte d'Ivoire: les femmes sont-elles la clé du déblocage de l'émergence économique en Côte d'Ivoire? », Groupe de la Banque mondiale, juillet 2017

³² « Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples de Côte d'Ivoire 2011-2012 », Institut National de la Statistique et ICF International, 2012

³³ Ibid.

³⁴ « Côte d'Ivoire: violence domestique, y compris législation, protection de l'État et services de soutien disponibles (2012-décembre 2015) [CIV105345.F] », Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, décembre 2015.

³⁵ Ibid.

³⁶ « Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples de Côte d'Ivoire 2011-2012 », Institut National de la Statistique et ICF International, 2012

(43 %).³⁷ À ce même sujet, 48 % des hommes âgés de 15 à 49 ans estiment que, pour l'une des raisons invoquées, les femmes devraient faire l'objet de violence conjugale.³⁸ Comme chez les femmes, la proportion d'hommes favorables à cet avis était plus élevée dans les zones rurales (44 %).³⁹

En Côte d'Ivoire, les femmes continuent également de faire face à des défis dans le domaine de la santé. En 2012, le taux de mortalité maternelle était de 614 pour 100 000 naissances, taux qui est supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.⁴⁰ La prévalence du VIH est plus marquée chez les femmes âgées de 15 à 49 ans que chez les hommes de la même tranche d'âge (4,6 % contre 2,9 %).⁴¹ Selon le Rapport de l'EDS, 94 % des femmes ont indiqué avoir entendu parler du VIH/sida. Toutefois, seulement 14 % des femmes âgées de 15 à 49 ans considèrent que cette connaissance est « complète ». ⁴²

En 1998, la Côte d'Ivoire a adopté une législation criminalisant les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E).⁴³ La Loi 98/757 stipule que les auteurs de MGF doivent encourir une peine d'emprisonnement d'une durée maximum de cinq ans et/ou condamnés à verser une amende.⁴⁴ Selon le Rapport de l'EDS, la prévalence de MGF a connu une baisse pendant la période allant de 1998 à 2012.⁴⁵ Néanmoins, la pratique se poursuit. Parmi les femmes âgées de 15 à 49 ans, 38 % ont indiqué avoir été victimes de MGF.⁴⁶

La connaissance de l'utilisation des contraceptifs est presque universelle chez les femmes en Côte d'Ivoire. Parmi les femmes âgées de 15 à 29 ans, 94 % connaissent au moins une méthode contraceptive.⁴⁷ Toutefois, le recours à la contraception demeure faible. Par conséquent, seulement 20 % des femmes âgées de 15 à 49 ans utilisent une forme quelconque de contraception et seulement 14 % adoptent des méthodes modernes.⁴⁸

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ « Banque de données: statistiques sur la santé, la nutrition et la population », Groupe de la Banque mondiale

⁴¹ "Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples de Côte d'Ivoire 2011-2012", Institut National de la Statistique et ICF International, 2012

⁴² Ibid.

⁴³ « Indice des institutions sociales et de genre: Côte d'Ivoire», OECD

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ "Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples de Côte d'Ivoire 2011-2012", Institut National de la Statistique et ICF International, 2012

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid.

Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau infranational : observations par district

District d'Abidjan

Abidjan est la capitale économique de la Côte d'Ivoire et compte plus de cinq millions d'habitants. Zone la plus industrialisée du pays, Abidjan abrite des usines manufacturières, des usines de transformation et des raffineries de pétrole, ainsi que le plus grand port du pays. Le district d'Abidjan a été l'un des principaux théâtres de violences lors de la crise politique de 2010-2011.



Vulnérabilités structurelles

- La division politique entre le Nord et le Sud
- L'apathie et non-participation aux élections
- La manipulation politique des identités religieuses et ethniques
- Le chômage
- La hausse du coût de la vie
- La détérioration de l'infrastructure
- La dépendance économique vis-à-vis des cours des produits de base sur le marché mondial
- La criminalité urbaine
- L'insécurité
- La violence politique
- L'absence de formation et d'équipement pour les forces de sécurité

Risques induits par les événements

- Les manifestations politiques
- Le référendum constitutionnel
- Les élections

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Les autorités politiques et administratives
- La société civile (organisations de jeunes et de femmes ; chefs religieux ; chefs traditionnels ; leaders d'opinion)
- Les organisations communautaires de base
- Les organisations internationales

Politique et gouvernance

Les élections de 2010 ont opposé l'ancien Président Gbagbo, qui jouissait d'une solide base de soutien au Sud, au leader de l'opposition et ancien Premier ministre Ouattara qui bénéficiait, quant à lui, d'un soutien massif dans une grande partie du Nord. Cette dynamique entre le Nord et le Sud, qui est également liée aux disparités historiques en matière de développement et de divisions ethniques, est toujours d'actualité, selon les résidents d'Abidjan. En outre, l'apathie ou la non-participation aux électeurs, alimentée par la crainte de la violence politique, a été identifiée comme étant un problème politique clé. Les personnes interrogées avaient également la forte impression que l'impunité et la corruption ont une incidence sur la capacité du gouvernement à fournir des services sociaux adéquats.

Sécurité

Abidjan a été le théâtre de nombreux affrontements violents entre civils et forces de sécurité lors de la crise postélectorale de 2010-2011. Les communautés continuent de se remettre de ce conflit et bon nombre de résidents craignent qu'il suffise de petits incidents pour les conduire à nouveau sur la voie de l'insécurité et de la violence. L'une des préoccupations clés en matière de sécurité à Abidjan est la prolifération de groupes de jeunes connus sous le nom de *microbes* et de *Gnambros* qui perpètrent des attaques contre des civils. La prolifération des *microbes* trouve ses racines dans les taux élevés de chômage et de pauvreté chez les jeunes.

Selon les résidents, il existe une perception selon laquelle les forces de sécurité ivoiriennes ont été largement inefficaces dans la lutte contre

l'insécurité urbaine en raison de l'absence de formations et d'équipements adéquats, ainsi que du fait de la corruption. Toutefois, la restitution volontaire d'armes dans le cadre des programmes de DDR a contribué à améliorer l'environnement de sécurité et il a été rapporté que les organisations non gouvernementales ont formé et sensibilisé à la nécessité d'éviter et de prévenir la criminalité, ce qui a, de manière générale, eu des effets positifs.

Population et démographie

Les identités politiques, religieuses et ethniques se sont souvent chevauchées et mélangées tout au long de l'histoire récente de la Côte d'Ivoire, notamment au cours de la période précédant la crise de 2010-2011. Certes, les résidents d'Abidjan interrogés au cours de la recherche sur le terrain ont estimé de façon générale que les affiliations ethniques et religieuses étaient moins susceptibles d'être sources de division que par le passé, mais certaines personnes interrogées ont fait observer que le Référendum constitutionnel a contribué à accroître le sentiment ethnique et la formation de « clans » et de factions fondées sur la culture.

Économie et ressources

Les principales vulnérabilités économiques identifiées à Abidjan étaient le taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes, la hausse du coût de la vie et les fluctuations des cours des produits de base. Certains résidents ont exprimé des préoccupations quant à la hausse du coût de la vie, qui accroît la pauvreté et l'inégalité et pourrait conduire à des troubles. Certaines personnes interrogées ont également estimé que les populations locales n'ont pas tiré parti des

avantages des ressources naturelles et n'ont pas un accès égal aux services sociaux.

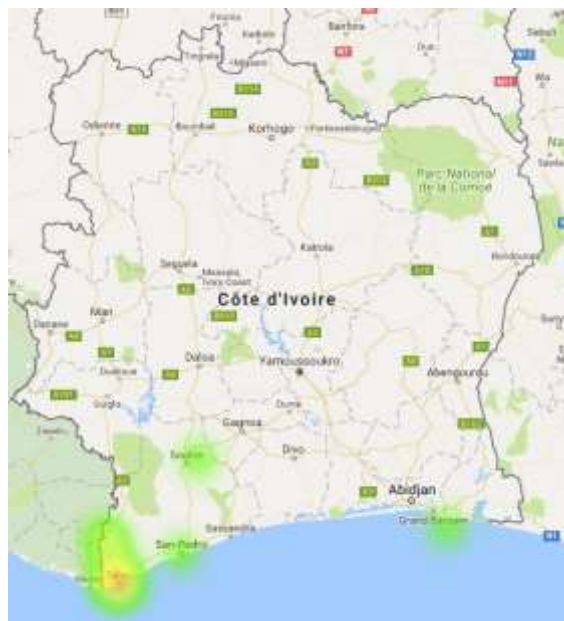
En outre, les résidents ont exprimé que les femmes ont acquis plus d'importance dans la société et nombre d'entre elles sont des pourvoyeuses de revenus, tandis que les hommes sont au chômage. Bien que les femmes soient de plus en plus actives dans la vie politique et sociale, elles n'ont pas un accès égal aux services financiers et au crédit pour accroître leurs activités.

État de droit

Il existe une perception selon laquelle la justice en Côte d'Ivoire est inéquitable et inaccessible pour les populations démunies. Certes, certains habitants ont noté une amélioration en ce qui concerne l'impunité, mais d'autres ont estimé que le gouvernement devrait faire davantage pour garantir la justice.

District du Bas-Sassandra

Situé au sud-ouest de la Côte d'Ivoire, le district du Bas-Sassandra comptait 2,28 millions d'habitants en 2014.⁴⁹ Au nombre des principaux groupes ethniques de la région du Bas-Sassandra figurent les membres du groupe linguistique Krou, notamment les Bété.⁵⁰ La ville de San Pedro est le point d'exportation clé du cacao et d'autres produits et les principales activités économiques de la région incluant l'agriculture (notamment la production de cacao et de cultures de base), la pêche et la transformation agro-industrielle.



Vulnérabilités structurelles	<ul style="list-style-type: none">• Le taux de chômage élevé chez les jeunes• La piètre qualité des infrastructures• L'exclusion des femmes et des jeunes des processus de prise de décisions• Les perceptions de corruption
Risques induits par les événements	<ul style="list-style-type: none">• Les élections• Le processus de DDR inachevé• Les conflits liés aux ressources
Facteurs de résilience sociale/institutionnelle	<ul style="list-style-type: none">• Les autorités politiques et administratives• La société civile (organisations de jeunes et de femmes ; chefs religieux ; chefs traditionnels ; leaders d'opinion)• Les organisations communautaires de base• Les organisations internationales

⁴⁹ « Recensement Générale de la Population et de l'Habitat », Institut national de la statistique, 2014

⁵⁰ « Quelques éléments de la crise ivoirienne », Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OECD

Politique et gouvernance

Les habitants du Bas-Sassandra interrogés lors de la recherche sur le terrain ont indiqué que la population est généralement mal informée sur le processus de réforme constitutionnelle et se sent déconnectée du gouvernement. L'on signale également l'exclusion des femmes des débats politiques et de la prise de décisions.

Sécurité

Malgré le processus de DDR, il a été rapporté qu'il existe des ex-combattants armés dans le Bas-Sassandra et l'absence de réinsertion a contribué

à la criminalité. Des rapports font également état de conflits entre des pêcheurs ivoiriens et ghanéens dans la région, ainsi que de tensions entre les communautés locales et les sociétés multinationales de plantations au sujet de l'exploitation des terres.

Population et démographie

Il a été indiqué que le chômage des jeunes et la violence basée sur le genre (VBG) constituent les vulnérabilités clés dans la région du Bas-Sassandra. Toutefois, les organisations de femmes sont actives dans la région et, selon les personnes interrogées, les autorités locales sont engagées dans la lutte contre les VBG.

Économie et ressources

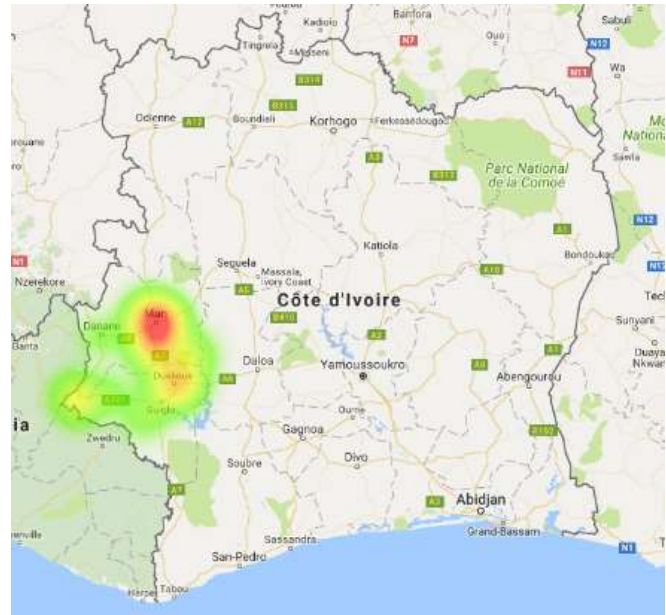
Certes, le Bas-Sassandra est riche en ressources naturelles, mais la région est affectée par la pauvreté, le chômage et l'on y trouve des infrastructures de piètre qualité. Il a été indiqué que les routes sont en mauvais état, ce qui rend difficile l'acheminement des produits à destination et en provenance d'autres marchés du pays.

État de droit

Le système judiciaire dans le Bas-Sassandra est perçu par les résidents comme étant miné par la corruption et inaccessible aux personnes démunies, suscitant ainsi une méfiance à l'égard du système.

District des Montagnes

Situé dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, le long de la frontière commune avec le Libéria et la Guinée, le district des Montagnes comptait 2,37 millions d'habitants en 2014.⁵¹ Il abrite principalement des groupes ethniques appartenant au groupe Mandé.⁵² L'économie de la région est essentiellement agricole et le district est l'une des principales zones de cacao-culture. Au cours de la première guerre civile dans les années 2000, le district des Montagnes a été le théâtre d'intenses combats et a servi de base à deux groupes rebelles clés qui font partie intégrante des Forces Nouvelles (FN).



Vulnérabilités structurelles

- La perception d'exclusion des processus politiques
- La pauvreté
- La porosité des frontières
- La perception de la corruption dans le système judiciaire
- Les malentendus à propos du régime foncier
- Les pressions économiques liées à l'urbanisation, l'exploitation minière illégale
- La migration
- La non-participation aux processus de DDR

Risques induits par les événements

- Le référendum constitutionnel
- Les élections
- La vente de terrains et autres problèmes liés aux terres

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Les autorités politiques et administratives
- La société civile (organisations de jeunes et de femmes ; chefs religieux ; chefs traditionnels ; leaders d'opinion)
- Les organisations communautaires de base
- Les organisations internationales

⁵¹ « Recensement Générale de la Population et de l'Habitat », Institut National de la Statistique, 2014

⁵² « Quelques éléments de la crise ivoirienne », Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OECD

Politique et gouvernance

L'on signale un sentiment général d'exclusion des processus politiques dans la région, notamment chez les femmes. L'effort de réforme constitutionnelle a été souligné comme étant une source de tension entre les élites politiques, et les résidents ont indiqué qu'ils n'étaient pas bien informés sur le processus de réforme. Concernant les élections, les résidents ont fait part de préoccupations en ce qui concerne la violence électorale et la corruption.

Sécurité

Les résidents ont exprimé des sentiments mitigés quant à la capacité des forces de sécurité ivoiriennes à garantir la sécurité de la région et à respecter les droits des résidents. Le viol et la violence sexuelle ont également été considérés comme étant des préoccupations clés dans la région. Certains résidents ont noté qu'un grand nombre d'ex-combattants dans la région n'ont pas participé aux processus de DDR. Il existe également des préoccupations au sujet du régime foncier et des risques de conflits liés aux ressources.

Population et démographie

Certes, les femmes sont généralement perçues comme des acteurs jouant un rôle important dans la société ivoirienne, mais elles manquent de soutien financier et matériel et sont confrontées à des taux élevés de VBG, de pauvreté et de grossesses précoces. En outre, certains résidents ont indiqué que, bien que l'appartenance ethnique et la religion ne constituent pas des causes

immédiates de conflit, elles ont été manipulées par le passé à des fins politiques. L'immigration et la citoyenneté sont des problèmes démographiques de taille liés aux problèmes de propriété foncière et au contrôle des ressources.

Économie et ressources

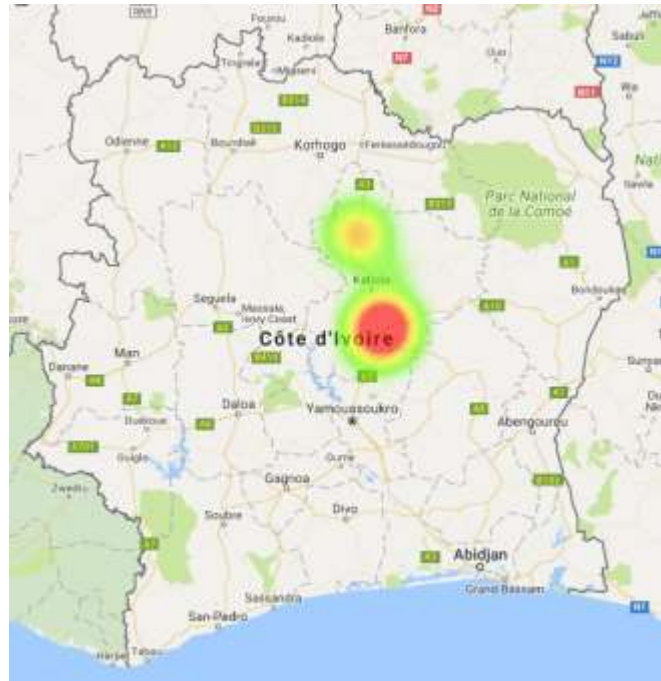
La pauvreté, l'inégalité et les fluctuations des prix des produits de base sont les vulnérabilités clés de la région. Les résidents ont également fait état d'une répartition inégale des avantages et ressources publics – notamment l'eau, qui devient de plus en plus onéreuse pour les ménages. L'urbanisation non planifiée, l'exploitation aurifère illicite et les entreprises forestières illégales dans la région exercent également des pressions sur l'économie locale. Certaines villes de la région, en particulier celles qui sont proches de la frontière libérienne, ont également été affectées par le ralentissement des échanges induit par l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest en 2014-2015.

État de droit

Les habitants du district des Montagnes ont exprimé leur confiance dans la capacité du système judiciaire ivoirien, mais ont noté que des magistrats pris individuellement pourraient corrompre le processus et prononcer des peines différentes en fonction de la famille, de la tribu ou de l'appartenance politique de la victime. En outre, les personnes interrogées ont indiqué que les lois sur la propriété foncière ne sont pas bien comprises, ce qui contribue aux conflits relatifs aux terres et aux ressources naturelles. Les chefs traditionnels jouent un rôle important dans le règlement des litiges dans la région.

District de la Vallée du Bandama

En 2014⁵³, la population du district de la Vallée du Bandama était de 1,44 million d'habitants et cette région abrite Bouaké, la deuxième plus grande ville de Côte d'Ivoire. Le district de la Vallée du Bandama abrite principalement des groupes ethniques appartenant à la famille linguistique Kwa, notamment les Akan et les Baoulé.⁵⁴ Au cours de la première guerre civile survenue dans les années 2000, Bouaké a servi de base aux Forces Nouvelles (FN). Sur le plan historique, le district a toujours été un centre industriel pour les textiles, le transport et la transformation des cultures de rente, telles que les noix de cajou et le coton, bien que la guerre civile ait eu de graves répercussions sur l'économie.



Vulnérabilités structurelles	<ul style="list-style-type: none"> • Le chômage • La pauvreté et l'inégalité • La perception de la corruption dans le système judiciaire • Les conflits fonciers
Risques induits par les événements	<ul style="list-style-type: none"> • Le référendum constitutionnel • La criminalité et la violence armée • Le processus de DDR présentant des faiblesses • Le retrait de l'ONU
Facteurs de résilience sociale/institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités politiques et administratives • La société civile (organisations de jeunes et de femmes ; chefs religieux ; chefs traditionnels ; leaders d'opinion) • Les organisations communautaires de base • Les organisations internationales

⁵³ « Recensement Générale de la Population et de l'Habitat », Institut National de la Statistique, 2014

⁵⁴ « Quelques éléments de la crise ivoirienne », Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OECD

Politique et gouvernance

Les résidents de la région interrogés au cours de la recherche sur le terrain ont relevé un déficit général de connaissances sur les implications du processus de réforme constitutionnelle.

Sécurité

Les personnes interrogées ont indiqué que de nombreuses armes sont encore en circulation, malgré le processus de DDR. Elles indiquent que certes des efforts ont été faits pour récupérer ces armes, mais que ceux-ci n'ont pas été très efficaces et que certains groupes seraient encore armés. Il a également été noté que les bandits armés (*coupeurs de route*) constituent une menace pour la Sécurité.

Population et démographie

Les jeunes représentent un pourcentage important de la population et certaines personnes interrogées ont le sentiment qu'avec le taux de chômage élevé, les jeunes sont susceptibles d'être entraînés dans la criminalité. Certaines personnes

interrogées ont fait état d'un accès inégal aux services gouvernementaux et sociaux, situation qui est imputée à la corruption, au népotisme, au régionalisme et aux tensions ethniques. Les participants ont également noté un risque de conflit ethnique entre les membres de l'ethnie Koyaka et ceux de l'ethnie Senoufo, ainsi que de nombreux conflits fonciers entre les autochtones et les immigrants.

Économie et ressources

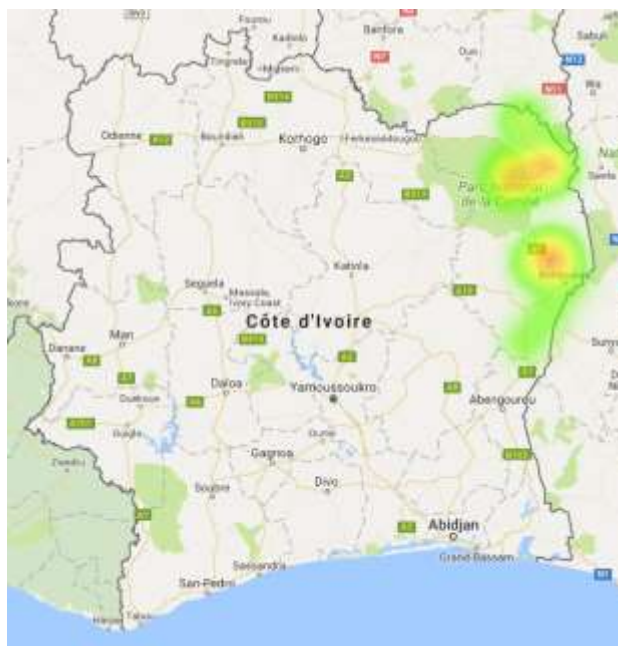
Le chômage a été identifié comme étant une vulnérabilité clé dans la région, avec des craintes que l'inégalité et la pauvreté peuvent conduire à des conflits. La région a connu une hausse des coûts des services publics (eau et électricité), hausse qui aurait conduit à des actes de violence en juillet 2016.

État de droit

De manière générale, les résidents ont exprimé leur confiance à l'égard du système judiciaire, même si certains ont des préoccupations au sujet de la corruption.

District du Zanzan

Situé dans le Nord-est de la Côte d'Ivoire, le long des frontières communes avec le Burkina Faso et le Ghana, le district du Zanzan comptait environ 934 000 habitants en 2014.⁵⁵ Les groupes ethniques de cette région comprennent les membres des groupes linguistiques voltaïques et mandés, notamment les Lobi et les Koulango.⁵⁶ L'économie de la région est en grande partie agricole, caractérisée notamment par la production de noix de cajou et d'ignames et, dans une moindre mesure, le développement de l'élevage.



Vulnérabilités structurelles

- La porosité des frontières avec le Burkina Faso et le Ghana
- Le processus de propriété foncière peu clair
- La discrimination perçue de la part des agents de police
- Les tensions entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs
- Le chômage
- La pauvreté et les pressions économiques
- La faible intégration des groupes ethniques (en particulier les Lobi)

Risques induits par les événements

- Le référendum constitutionnel
- Les affrontements entre les populations d'éleveurs et les communautés d'agriculteurs
- La criminalité
- Le processus de DDR présentant des faiblesses

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Les autorités politiques et administratives
- La société civile (organisations de jeunes et de femmes ; chefs religieux ; chefs traditionnels ; leaders d'opinion)
- Les organisations communautaires de base

⁵⁵ « Recensement Générale de la Population et de l'Habitat », Institut National de la Statistique, 2014

⁵⁶ « Quelques éléments de la crise ivoirienne », Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OECD

Politique et gouvernance

Les résidents de la région ont exprimé la nécessité d'une meilleure sensibilisation au processus de réforme constitutionnelle. Il serait nécessaire que le gouvernement intègre davantage le groupe ethnique Peuhl (Peuls ou Foulani) dans ses activités.

Sécurité

Le régime foncier constitue une cause principale de conflit dans la région. Au nombre des autres vulnérabilités, l'on compte la formation et les ressources insuffisantes en ce qui concerne les forces de sécurité et les braquages le long des routes de transit. En outre, malgré les efforts de désarmement, l'on pense que bon nombre de personnes ont gardé leurs armes cachées à leurs domiciles ou dans leurs plantations. L'absence de réinsertion et de possibilités d'emploi pour les ex-combattants contribue davantage à la criminalité et à l'insécurité.

Population et démographie

La région abrite plusieurs groupes ethniques, qui se sont engagés dans des conflits ouverts dans les années 90 et 2000. Elle compte également une importante population de jeunes ; de plus, l'on note une absence générale d'éducation due à la pauvreté. Les femmes (et plus particulièrement les filles) ont un accès limité à l'éducation et sont pour la plupart analphabètes. Les participants ont indiqué que les femmes ne font pas partie intégrante du processus de prise de décisions dans la communauté et ne jouissent pas de liberté d'expression.

Économie et ressources

La pauvreté est largement répandue dans la région, en particulier dans les zones rurales. L'infrastructure est de piètre qualité et les résidents seraient confrontés à une forte taux d'inflation, à des pénuries permanentes d'eau et de denrées alimentaires, ainsi qu'à une absence de possibilités d'emploi, en particulier pour les jeunes.

État de droit

Les personnes interrogées ont généralement perçu le système judiciaire comme étant miné par la corruption et ont indiqué que les populations ont habituellement recours aux leaders communautaires pour résoudre les conflits.

Conclusions et recommandations

Bien que la Côte d'Ivoire ait sa part de risques et de vulnérabilités, elle est moins en proie aux conflits que bon nombre d'autres pays de la région et a réalisé des améliorations significatives ces dernières années. Le Référendum constitutionnel de 2016 a été une étape visant à parvenir à un consensus national et à sceller un pacte social autour de la gouvernance représentative pour instaurer une paix durable. Toutefois, il reste encore du travail à faire, afin de restaurer la confiance dans les institutions de l'État et d'encourager la réconciliation entre les groupes polarisés. Les recommandations suivantes sont proposées :

Politique et gouvernance

- Soutenir les initiatives visant à prévenir la violence électorale et à promouvoir la transparence et la redevabilité avant les élections de 2020
- Promouvoir les initiatives de bonne gouvernance, de redevabilité et de transparence
- Encourager le dialogue entre les groupes politiques, afin de renforcer la cohésion sociale
- Améliorer la représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décisions politiques
- Promouvoir une réforme consensuelle de la Commission électorale indépendante (CEI)
- Renforcer le PNCS et les organes similaires, afin de promouvoir dans les faits la cohésion sociale et la diversité ethnique

Sécurité

- Soutenir les institutions gouvernementales compétentes et leur fournir des ressources suffisantes, afin de mener à bien la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et les activités de DDR.

- Renforcer la capacité des institutions de sécurité et la collaboration transfrontalière entre les pays du fleuve Mano, afin d'améliorer la sécurité régionale.
- Promouvoir la confiance et une communication efficace entre les forces de sécurité, d'une part, et entre les forces de sécurité et les populations locales, d'autre part, afin de renforcer la sécurité dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent.
- Promouvoir une culture de paix, sous la conduite des institutions traditionnelles et religieuses ainsi que de la société civile.
- Renforcer les organes de protection des droits de l'homme, tels que la Commission nationale des droits de l'homme et les organismes pertinents
- Renforcer les capacités des organisations de la société civile pour la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale
- Soutenir les programmes qui ciblent les jeunes désœuvrés.
- Travailler avec les partenaires régionaux et internationaux pour faire face à des tendances régionales plus larges de l'insécurité.

Population et démographie

- Renforcer les programmes de soutien ministériels et gouvernementaux, afin d'engager les jeunes mécontents, tels que l'investissement dans les programmes d'emploi et de création d'emplois pour les jeunes.
- Encourager et impliquer les acteurs concernés pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles, y compris les réformes du régime foncier et de la propriété foncière, afin de stimuler le développement économique et de renforcer la cohésion sociale.

- Renforcer les capacités des acteurs traditionnels et religieux et des OSC en matière de règlement de conflits communautaires et de médiation.
- Veiller à ce que le ministère de la Construction, de l'Aménagement urbain et du Logement fasse respecter les lois sur l'aménagement urbain et l'urbanisme et promouvoir l'application des codes du bâtiment.
- Renforcer l'infrastructure et les ressources humaines dans le domaine de la santé
- Investir dans des programmes visant à encourager l'éducation et l'autonomisation économique des filles

Économie et ressources

- Soutenir les programmes visant à promouvoir l'emploi et la formation professionnelle des jeunes.
- Améliorer la gouvernance et la gestion des ressources naturelles.
- Encourager les investissements des secteurs public et privé pour une meilleure gouvernance, afin de stimuler le développement économique et assurer l'équité dans la distribution des ressources.
- Renforcer les capacités des institutions et agences nationales chargées de la gestion des terres et des ressources naturelles,

telles que l'Agence foncière rurale pour la mise en œuvre des projets de réforme foncière, tels que le Projet d'appui à la politique foncière (LPIIP) en investissant dans les technologies modernes pour assurer le suivi et la rationalisation de l'enregistrement foncier et des processus connexes en mettant l'accent sur les zones rurales.

- Rendre les institutions/agences et les lois anti-corruption fonctionnelles et inclusives.
- Investir dans des programmes durables pour renforcer la résilience des agriculteurs au changement climatique et aux pressions environnementales.

État de droit

- Renforcer les capacités des OSC et des institutions traditionnelles et religieuses en matière de médiation et de prévention des conflits
- Promouvoir les initiatives de bonne gouvernance, de redevabilité et de transparence
- Améliorer l'accès à la justice pour les groupes vulnérables, en particulier dans les zones rurales, par la fourniture de services juridiques gratuits et abordables
- Renforcer le système de justice transitionnelle dans le pays

Annexe A : Échantillon de données

Phase	Dimension	Source	Métrique	Échantillon
Phase 1 : Étude documentaire	Résilience	Analyse des réseaux des parties prenantes (SNA)	Enquête	49 acteurs de la paix/sécurité
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ECOWARN	Rapports de situation	840 rapports
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales est/sont protégé(s) contre toute ingérence politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales élabore(nt) des rapports accessibles en temps opportun au public avant et après l'élection nationale.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Processus électoral et pluralisme	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Participation politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Fonctionnement du gouvernement	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)	Taux moyen de participation aux élections législatives	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Transparency International	Perception de la corruption	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de transformation Bertelsmann (BTI)	Intégration politique et sociale	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Freedom House	Droits politiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement national	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice Mo Ibrahim	Sécurité des personnes	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ONU, CEDEAO, UA	Opérations de paix	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ACLED	Pertes en vies humaines dues aux conflits par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	UPPSALA	Présence/Conflit avec des groupes armés non-étatiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - Amnesty	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - État	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - Human Rights Watch	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les juges des juridictions nationales donnent les motifs sous-tendant leurs décisions/jugements.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les allégations de corruption à l'encontre de hauts responsables politiques et/ou de fonctionnaires de quelque niveau que ce soit font l'objet d'enquête menée par un organe indépendant.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organe ou les organes qui enquête(nt) sur les allégations de corruption dans le secteur public est/sont efficace(s).	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, le mécanisme permettant aux citoyens de dénoncer les cas d'inconduite des agents de police ou d'usage abusif de la force est efficace.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Rapport de la Banque mondiale sur les droits de l'homme et le droit	Pourcentage de femmes siégeant à la Cour constitutionnelle	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi exige-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi impose-t-elle la non-discrimination fondée sur le genre en matière de recrutement ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	Le licenciement des travailleuses enceintes est-il interdit ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Coefficient de Gini	15 (toutes les données des États membres de la

				CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gini WYD	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Part du revenu détenue par les 10 % les plus riches	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une installation d'assainissement améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une source d'eau améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou grave	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gravité du déficit nutritionnel (kilocalories par personne et par jour)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	PIB par habitant, PPA (en dollars internationaux courants)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 15 à 24 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux (brut) de scolarisation dans le primaire et le secondaire, indice de parité entre les sexes (IPS)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux d'emploi par rapport à la	15 (toutes les données des États membres de la

			population de femmes âgées de 15 à 24 ans (%) (estimation de l'OIT modélisée)	CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Âge médian	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Croissance démographique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge des filles (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de la contraception, toutes méthodes confondues (pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale - Les femmes, l'entreprise et le droit	Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou qui vivaient en couple avant l'âge de 18 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ECOWARN	Rapports d'incident	287 (après réduction des doublons et de la pertinence)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ACLED	Incidents	890
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Groupes de discussion	Répartis selon les hommes, les femmes et les jeunes	14
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Entretiens avec les informateurs clés	Éminentes personnalités et experts locaux	21

Annexe B : Indice de vulnérabilité

Sources des données de l'indice

Sur la base des cinq piliers de la sécurité humaine, une série d'indicateurs ont été identifiés en fonction de leur pertinence et de leur mesurabilité. Des sources de données ont, par la suite, été identifiées auprès d'institutions reconnues, telles que la Banque mondiale, les Nations Unies, ainsi que d'universités, d'institutions de recherches et de groupes de réflexion. Une liste complète des sources de données est jointe à l'**Annexe A**. Au cours de la sélection et du test de l'indice, on a évalué la disponibilité des données, afin de garantir une répartition équitable des notes.

Procédé : Calcul des notes

L'indice est noté suivant une échelle allant de 1 à 10, la note 1 représentant le niveau le plus élevé de vulnérabilité et la note 10 représentant le niveau le plus faible de vulnérabilité. Chaque ensemble de données brutes est normalisé et mis à l'échelle, avant d'être intégré dans les notes des indicateurs et des piliers.

1. Normalisation

Par définition, un indice intègre et compare des ensembles de données avec des courbes et des distributions très différentes. Dans un premier temps, il est donc nécessaire de normaliser les données, afin qu'elles puissent faire l'objet d'une comparaison idoine. Si l'on ne situe pas les données dans le contexte du groupe plus large de chiffres, leur signification peut être biaisée. Par conséquent, le processus de détermination de la moyenne et de calcul de l'écart-type (ET) de l'ensemble de données, puis l'utilisation de ces éléments pour estimer une distribution normale, peuvent être exploités pour produire cette interprétation. La formule gaussienne de normalisation est décrite ci-dessous.

Si μ est la moyenne

σ^2 est la variance

$$f(x, \mu, \sigma) = \frac{1}{\sqrt{2\pi} \sigma} e^{-\frac{(x-\mu)^2}{2\sigma^2}}$$

L'écart-type est la grandeur calculée pour indiquer l'amplitude de l'écart pour un groupe de chiffres dans son ensemble. La distribution normale est ensuite utilisée pour déterminer la manière dont les variables sont normalement distribuées de façon approximative. Dans le contexte de cet outil, il aidera à comprendre le niveau auquel se situent les pays les uns par rapport aux autres au sein de la distribution des groupes d'un ensemble particulier de données.

Pour les ensembles de données brutes qui présentent des lacunes (par exemple, les données sont indisponibles pour certains pays mais pas pour d'autres), les points de données par pays sont laissés vides. Cela permet de faire en sorte qu'on n'attribue pas une note artificielle aux pays lorsqu'il n'existe pas de données.

2. Mise à l'échelle

Pour créer un indice où les pays sont notés dans un champ défini, les ensembles de données doivent être mis à l'échelle, afin de pouvoir intégrer les notes. Ce processus de mise à l'échelle transforme les données normalisées en un nombre compris entre 1 et 10, la note 10 représentant le plus faible niveau de vulnérabilité. La formule ci-dessous a été appliquée pour normaliser les valeurs de distribution de [min, max] à [MIN, MAX], en fonction de la nouvelle échelle des valeurs pour les marges supérieures et inférieures de la distribution.

$$X = MIN + \frac{(MAX - MIN)}{(max - min)} \times (x - min)$$

3. Agrégation

Chaque indicateur peut être composé d'une ou de plusieurs sources de données. Dans les cas où plusieurs ensembles de données ont été utilisés pour constituer le seul indicateur, les ensembles de données ont tous été mis à l'échelle en fonction des notes préliminaires de l'indice (allant de 1 à 10), tel qu'indiqué dans les étapes ci-dessus. La moyenne de ces notes a ensuite été calculée pour obtenir une note finale de l'indice pour cet indicateur. Ce processus a été répété au niveau des piliers, d'abord en calculant la moyenne, puis en mettant à l'échelle des notes des indicateurs.

Annexe C : Références supplémentaires

Barma, N.H., Huybens, E. & Viñuela, L. 'Institutions Taking Root: Building State Capacity in Challenging Contexts', World Bank Group, September 2014 <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/978-1-4648-0269-0>

Human Rights Watch, 'World Report 2017: Côte d'Ivoire', 2017 <https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/Côte-divoire>

International Crisis Group, 'Côte d'Ivoire's Great West: Key to Reconciliation', 2014 <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/c%C3%B4te-divoire/Côte-d-ivoire-s-great-west-key-reconciliation>

International Monetary Fund, 'Côte d'Ivoire: Selected Issues', 2016 <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2016/cr16148.pdf>

Interpeace, 'Dynamiques et Capacités de Gestion des Conflits à l'Ouest de la Côte d'Ivoire', 2013 <http://www.interpeace.org/2013/03/Côte-divoire-causes-of-conflict/>

Kodila-Tedika, O., Simplicie, A. 'State fragility, rent seeking and lobbying: evidence from African data', International Journal of Social Economics, 2016, Vol. 43: Issue 10 <http://www.emeraldinsight.com/doi/abs/10.1108/IJSE-11-2014-0234>

NZAID 'Conflict-Risk Assessment Guideline' 2008 <http://www.gaportal.org/resources/detail/nzaid-conflict-risk-assessment-guideline>

OECD 'States of Fragility 2016: Understanding Violence', 2016 http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en#page1

UNICEF, 'Conflict Analysis Summary: Côte d'Ivoire', 2014 <http://unicef.sectae.com/wp-content/uploads/2015/10/Conflict-Analysis-Summary-Côte-dIvoire-Final1.pdf>

USAID 'Interagency Conflict Assessment Framework (ICAF)', 2008 <https://www.state.gov/documents/organization/187786.pdf>

Woolcock, M. 'Engaging with Fragile and Conflict-Affected States', Harvard Kennedy School, August 2014 <https://www.wider.unu.edu/publication/engaging-fragile-and-conflict-affected-states>

Annexe D: Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations par pilier de la sécurité humaine

CÔTE D'IVOIRE	VULNÉRABILITÉS	RISQUES	RÉSILIENCES	RECOMMANDATIONS
Politique et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Perception de la fracture Nord/Sud ➤ Polarisation entre les groupes politiques ➤ Crise de succession depuis la mort d'Houphouët-Boigny. ➤ Faible niveau d'exécution du processus de DDR ➤ Perceptions de méfiance à l'égard des institutions politiques ➤ Ethnicisation dans le secteur public 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Processus électoraux ➤ Rassemblements politiques ➤ Référendum constitutionnel et absence de consensus autour de ses objectifs ➤ Marginalisation politique 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Institutions gouvernementales nationales, telles que la Commission nationale des Droits de l'Homme et le Programme national pour la cohésion sociale (PNCS). ➤ Organisations de la société civile dynamiques ➤ Institutions traditionnelles et religieuses ➤ Groupes de jeunes et de femmes ➤ Organisations internationales 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les initiatives visant à prévenir la violence électorale et à promouvoir la transparence et la redevabilité avant les élections de 2020. ➤ Promouvoir les initiatives de bonne gouvernance, de redevabilité et de transparence. ➤ Encourager le dialogue entre les groupes politiques, afin de renforcer la cohésion sociale. ➤ Améliorer la représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décisions politiques ➤ Promouvoir une réforme consensuelle de la Commission électorale indépendante (CEI). ➤ Renforcer le PNCS et les organes similaires, afin de promouvoir dans les faits la cohésion sociale et la diversité ethnique.
Population et démographie	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Migrations transfrontalières incontrôlées et irrégulières ➤ Concurrence pour le contrôle des terres/l'accès 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Affrontements entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs ➤ Conflits intercommunaut 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Organisations de la société civile (OSC) dynamiques ➤ Groupes de jeunes et de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer les programmes de soutien ministériels et gouvernementaux, afin d'engager les jeunes mécontents, tels que l'investissement dans

	<p>aux ressources naturelles</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Manque de clarté au sujet du régime foncier et de la propriété foncière ➤ Proportion élevée de la population de jeunes (forte augmentation de la population de jeunes) ➤ Crise dans le secteur de l'éducation ➤ Pressions environnementales, notamment les inondations, les glissements de terrain, l'érosion côtière et les effets du changement climatique. ➤ Urbanisation incontrôlée ➤ Mauvais assainissement ➤ Disparités entre les sexes dans les taux de scolarisation et de rétention scolaire ➤ Chômage et hausse des taux de criminalité ➤ Perceptions de marginalisation des jeunes ➤ Manque de professionnalisme de certains agents de santé 	<p>aires sur le régime foncier et l'accès aux ressources naturelles</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Tensions liées à la migration transfrontalière incontrôlée et irrégulière ➤ Epidémies ➤ Pressions sur les infrastructures et services urbains ➤ Expulsion forcée 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Programmes de planification familiale et de santé reproductive ➤ Présence d'institutions et d'organisations internationales ➤ Lois existantes sur le régime foncier ➤ Existence de programmes au sein des ministères et du gouvernement ciblant les jeunes et les femmes ➤ Niveau relativement acceptable du système de santé et de sa structure 	<p>les programmes d'emploi et de création d'emplois pour les jeunes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Encourager et impliquer les acteurs concernés pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles, y compris les réformes du régime foncier et de la propriété foncière, afin de stimuler le développement économique et de renforcer la cohésion sociale. ➤ Renforcer les capacités des acteurs traditionnels et religieux et des OSC en matière de règlement de conflits communautaires et de médiation. ➤ Veiller à ce que le ministère de la Construction, de l'Aménagement urbain et du Logement fasse respecter les lois sur l'aménagement urbain et l'urbanisme et promouvoir l'application des codes du bâtiment. ➤ Renforcer l'infrastructure et les ressources humaines dans le domaine de la santé ➤ Investir dans des programmes visant à encourager l'éducation et l'autonomisation économique des filles.
Économie et ressources	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Concurrence pour le contrôle des terres/l'accès 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Perturbations de la production agricole du fait du changement climatique (par 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réformes économiques ➤ Investissements du secteur privé 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les programmes visant à promouvoir l'emploi et la formation

	<p>aux ressources naturelles</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Manque de clarté sur le régime foncier et la propriété foncière ➤ Exploitation minière et forestière illégale ➤ Économie tributaire des produits de base ➤ Pauvreté et chômage, en particulier dans les communautés rurales ➤ Infrastructures routières délabrées et dégradées ➤ Pressions environnementales, notamment les inondations, les glissements de terrain, l'érosion côtière et les effets du changement climatique ➤ Problèmes de corruption et de gouvernance 	<p>exemple, les inondations, la sécheresse, la modification des régimes pluviométriques).</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Affrontements entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs ➤ Conflits intercommunautaires sur le régime foncier et l'accès aux ressources naturelles ➤ Déforestation ➤ Pollution de l'environnement, y compris l'eau, l'air et le sol ➤ Accaparement des terres pour l'agro-industrie ➤ Protestations des travailleurs ➤ Perturbations des chaînes d'approvisionnement agricole du fait de la mauvaise qualité des routes ➤ Fluctuations des cours des produits de base 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développement de l'infrastructure ➤ Programmes visant à améliorer l'accès au financement et au crédit pour les groupes vulnérables. ➤ Programmes de reboisement et de protection des réserves ➤ Chefs communautaires et religieux ➤ Institutions nationales, telles que l'Agence foncière rurale et le Projet d'appui à la politique foncière (LPIIP) ➤ Existence d'institutions et de lois anti-corruption ➤ Économie informelle 	<p>professionnelle des jeunes.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer la gouvernance et la gestion des ressources naturelles. ➤ Encourager les investissements des secteurs public et privé pour une meilleure gouvernance, afin de stimuler le développement économique et assurer l'équité dans la distribution des ressources. ➤ Renforcer les capacités des institutions et agences nationales chargées de la gestion des terres et des ressources naturelles, telles que l'Agence foncière rurale pour la mise en œuvre des projets de réforme foncière, tels que le Projet d'appui à la politique foncière (LPIIP) en investissant dans les technologies modernes pour assurer le suivi et la rationalisation de l'enregistrement foncier et des processus connexes en mettant l'accent sur les zones rurales. ➤ Rendre les institutions/agences et les lois anti-corruption fonctionnelles et inclusives. ➤ Investir dans des programmes durables pour renforcer la résilience des agriculteurs au changement climatique
--	--	--	---	--

				et aux pressions environnementales.
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Politisation de l'armée ➤ Porosité des frontières ➤ Capacité limitée des forces de sécurité publique ➤ Criminalité ➤ Insécurité maritime 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conflits intercommunautaires, notamment les affrontements entre les communautés d'éleveurs/agriculteurs ➤ Retrait de la mission de maintien de la paix des Nations Unies (ONUCI) ➤ Mutinerie au sein des forces de sécurité divisées ➤ Contrebande et activités illicites ➤ Violence des gangs (<i>microbes</i>, « <i>gnambro</i> ») ➤ Violence basée sur le genre (VBG) ➤ Processus électoraux ➤ Faible niveau d'exécution du processus de DDR ➤ Réintégration inadéquate des ex-combattants ➤ Extrémisme violent et terrorisme 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Autorités gouvernementales/locales et administratives ➤ Rôle des forces de sécurité et des agents aux frontières ➤ Réforme du secteur de la sécurité (RSS) ➤ Mécanismes d'alerte précoce en cas de conflit 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les institutions gouvernementales compétentes et leur fournir des ressources suffisantes, afin de mener à bien la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et les activités de DDR. ➤ Renforcer la capacité des institutions de sécurité et la collaboration transfrontalière entre les pays du fleuve Mano, afin d'améliorer la sécurité régionale. ➤ Promouvoir la confiance et une communication efficace entre les forces de sécurité, d'une part, et entre les forces de sécurité et les populations locales, d'autre part, afin de renforcer la sécurité dans la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent. ➤ Promouvoir une culture de paix, sous la conduite des institutions traditionnelles et religieuses ainsi que de la société civile. ➤ Renforcer les organes de protection des droits de l'homme, tels que la Commission nationale des droits de l'homme et les organismes pertinents ➤ Renforcer les capacités des organisations de la société civile pour la promotion de la tolérance et de la cohésion sociale ➤ Soutenir les programmes qui ciblent les jeunes désœuvrés. ➤ Travailler avec les partenaires régionaux et internationaux pour

				faire face à des tendances régionales plus larges de l'insécurité.
État de droit	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Perceptions de corruption et de partialité dans le système judiciaire ➤ Absence d'indépendance judiciaire ➤ Accès limité à la justice pour les groupes vulnérables ➤ Poursuites limitées des affaires de violence basée sur le genre (VBG)/cas de viol. ➤ Perception d'inefficacité de la Commission dialogue, vérité et réconciliation en ce qui concerne le règlement des griefs post-conflit. ➤ Capacité limitée des institutions judiciaires, en particulier dans les zones rurales. ➤ Culture de l'impunité 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cas de corruption ➤ Justice populaire/autodéfense ➤ Échec des systèmes de justice traditionnelle 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réforme du secteur de la justice ➤ Organisations de la société civile (OSC) et institutions médiatiques dynamiques. ➤ Rôle des chefs traditionnels et religieux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Renforcer les capacités des OSC et des institutions traditionnelles et religieuses en matière de médiation et de prévention des conflits. ➤ Promouvoir les initiatives de bonne gouvernance, de redevabilité et de transparence. ➤ Améliorer l'accès à la justice pour les groupes vulnérables, en particulier dans les zones rurales, par la fourniture de services juridiques gratuits et abordables. ➤ Renforcer le système de justice transitionnelle dans le pays.